

Faire de l'espoir une réalité

Category: COVID-19, Economic outlook, Posts in French
written by oecdecoscope | December 1, 2020



Aussi disponible en Español | English | Português



par Laurence Boone,
Cheffe économiste de l'OCDE

Pour la première fois depuis le début de la pandémie, l'espoir d'un avenir plus prometteur s'offre à nous. Avec les progrès relatifs aux vaccins et aux traitements, les perspectives se sont éclaircies et l'incertitude a reculé. L'intervention sans précédent des États et des banques centrales a permis à l'activité mondiale de se redresser rapidement dans de nombreux secteurs, même si la distanciation physique dans certaines activités de services reste un frein. L'effondrement de l'emploi s'est en partie inversé, mais le sous-emploi reste important. La plupart des entreprises ont survécu, même si un certain nombre sont affaiblies sur le plan financier. Sans une intervention publique de très grande ampleur, la situation économique et sociale aurait été catastrophique. Le pire a été évité, le tissu économique a été préservé en grande partie et pourrait se régénérer rapidement, mais la situation de nombre de personnes, d'entreprises et de pays vulnérables reste précaire.

L'horizon s'est éclairci, mais des difficultés demeurent. À l'heure où nous écrivons, le nombre de décès dans le monde atteint 1 ½ million, et de nombreux pays sont touchés par une seconde vague alors que d'autres ne sont même pas encore

sortis de la première. En attendant la distribution à grande échelle d'un vaccin efficace ou des avancées thérapeutiques – espérons-le, courant 2021 – la gestion de la pandémie continuera de mettre l'économie à rude épreuve. L'activité restera contrainte par des mesures de distanciation physique et la fermeture partielle des frontières pendant quelques trimestres encore. Certains secteurs reprendront de la vigueur, d'autres resteront au point mort. Dans les économies de marché en développement ou émergentes, où le tourisme joue un rôle important, la situation continuera de se détériorer, et elles auront besoin d'une aide internationale accrue. Le soutien public massif à l'économie ne doit pas s'interrompre, d'autant moins que la sortie de la crise sanitaire est en vue.

Le redressement de l'économie mondiale va s'accélérer au cours des deux prochaines années, le PIB mondial retrouvant fin 2021 son niveau pré pandémie. Après un net recul en 2020, le PIB mondial devrait ainsi progresser d'environ $4 \frac{1}{4}$ pour cent en 2021, puis de $3 \frac{3}{4}$ pour cent en 2022. Les progrès scientifiques, les avancées pharmaceutiques, un dispositif de traçage et d'isolement plus efficace et le fait que les citoyens et les entreprises aient adapté leurs comportements à la situation contribueront à la maîtrise de la pandémie, autorisant une levée progressive des restrictions à la mobilité. Surtout, les mesures de soutien à l'emploi et aux entreprises, en place depuis le début de la pandémie, favoriseront une accélération du rebond économique une fois les restrictions levées. Ajoutées au recul de l'incertitude, ces améliorations devraient favoriser la consommation et l'investissement, mobilisant l'épargne accumulée. Les mesures de soutien budgétaire exceptionnelles instaurées tout au long de 2020 – et qui seront nécessaires au delà – porteront largement leurs fruits. Le rebond gagnera en force et en rapidité à mesure qu'un nombre croissant d'activités redémarreront, limitant ainsi les pertes de revenus agrégés dues à la crise.

Selon nos projections, la reprise ne sera pas homogène dans tous les pays, ce qui pourrait modifier durablement l'économie mondiale. Les pays et les régions dotés de systèmes efficaces de dépistage, de traçage et d'isolement, où la vaccination sera mise en œuvre rapidement, devraient s'en sortir relativement bien malgré l'effet de freinage provoqué par la faiblesse générale de la demande mondiale. En Chine, où le redressement a commencé plus tôt, la croissance devrait être forte et représenter plus du tiers de la croissance économique mondiale en 2021. Les économies de l'OCDE rebondiront, avec un taux de croissance de 3.3 % en 2021, mais ne regagneront qu'en partie le terrain perdu lors de la profonde récession de 2020. La contribution de l'Europe et de l'Amérique du Nord à la croissance mondiale restera moins importante que leur poids dans l'économie mondiale.

Les perspectives demeurent exceptionnellement incertaines, marquées par des risques de révision à la hausse comme à la baisse. Dans le scénario favorable, des campagnes de vaccination efficaces et une meilleure coopération entre les pays pourraient accélérer la distribution du vaccin à l'échelle mondiale. À l'inverse, la résurgence actuelle de l'épidémie en de nombreux points du globe nous rappelle que les États pourraient se voir à nouveau contraints de durcir les restrictions à l'activité économique, notamment si la distribution de vaccins efficaces prend du temps. La confiance serait sérieusement ébranlée en cas de déception concernant la distribution des vaccins ou leurs effets secondaires. Les dommages pour l'économie pourraient être graves, ce qui accentuerait les risques de turbulences financières en provenance d'États ou d'entreprises fragiles, avec des retombées internationales.

En dépit du formidable soutien d'urgence apporté par les pouvoirs publics, et même dans un scénario favorable, la pandémie aura mis à mal le tissu socio économique partout dans le monde. Dans de nombreuses économies, la production devrait

rester, en 2022, inférieure de 5 % aux prévisions d'avant la crise, faisant craindre que le coût élevé de la pandémie ne s'inscrive dans la durée. Les plus vulnérables continueront d'être éprouvés de façon disproportionnée. Les petites entreprises et les petits entrepreneurs ont plus de risques de devoir cesser leur activité. De nombreux travailleurs à bas salaire qui ont perdu leur emploi et bénéficient seulement, au mieux, de l'assurance chômage, pourront avoir des difficultés à trouver rapidement un nouvel emploi. Les personnes vivant dans la pauvreté, qui sont généralement moins bien couvertes par les filets de protection sociale, ont vu leur situation se dégrader encore. Les enfants et les jeunes issus de milieux défavorisés comme les travailleurs adultes peu qualifiés, ont eu plus de mal à télétravailler ou étudier de la maison, ce qui pourrait leur être durablement préjudiciable.

Les gouvernements devront continuer de mobiliser activement les instruments de politique économique, en ciblant plus précisément ceux qui ont le plus souffert de la pandémie. Le moment est d'autant moins venu de réduire le soutien – comme on l'a fait trop tôt après la crise financière mondiale – que des vaccins sont en vue. Au contraire, c'est la confirmation que politiques sanitaires et politiques économiques doivent aller de pair. Il faut mettre les bouchées doubles en termes de santé publique pour limiter les effets d'éventuelles résurgences du virus, avec les restrictions qui en découlent. Il est tout aussi essentiel de poursuivre les aides budgétaires octroyées pour maintenir en vie les secteurs et les entreprises touchés et les emplois correspondants. Les neuf derniers mois ont montré que des politiques publiques de cette ampleur étaient, et restent, appropriées. Les autorités monétaires et budgétaires vont devoir continuer d'agir avec détermination dans la même direction, du moins tant que la crise sanitaire menacera des activités et des emplois qui seraient sans cela viables.

Il n'y a pas lieu de craindre des interventions de politique

économique actives, dès lors qu'elles vont dans le sens d'une croissance plus soutenue et plus équitable. Le soutien budgétaire massif qui a été déployé augmente fortement la dette, mais le coût de la dette n'a jamais été aussi bas. Ceci dit, l'absence frappante de corrélation entre l'ampleur des mesures de soutien et les performances économiques qui en découlent, suggèrent que ces mesures n'ont pas toutes été utilisées à bon escient. Or, ce soutien monétaire et budgétaire sans équivalent ne peut être gaspillé ; il doit au contraire servir à financer une croissance économique meilleure et plus soutenue. Il y a au moins trois priorités. Premièrement, investir dans les biens et services essentiels comme l'éducation, la santé et les infrastructures physiques et numériques. Deuxièmement, prendre des mesures décisives pour inverser durablement la progression de la pauvreté et des inégalités de revenus. Troisièmement, intensifier la coopération internationale, car le monde ne peut pas répondre à une crise planétaire par des mesures nationales et le repli sur soi.

Une réorientation des dépenses publiques vers les biens et services essentiels montrerait que les gouvernements ont tiré les leçons de la crise. La nécessité d'une résilience accrue devrait être le moteur de l'investissement public et privé dans la santé, l'éducation et les infrastructures. L'amélioration de la résilience sanitaire ne dépend pas uniquement de la distribution de vaccins et du nombre de lits dans les unités de soins intensifs, mais concerne aussi la prévention et l'accès de tous à des soins de santé abordables. Une meilleure résilience passe aussi par des investissements dans les compétences, garants d'une amélioration de l'éducation et des débouchés professionnels, et, in fine, d'une augmentation tendancielle de la croissance et du bien être. Pour cela, il faudra tout d'abord accroître et mieux cibler les ressources consacrées aux premières années de l'éducation, à la revalorisation salariale et à la formation des enseignants, ainsi qu'à une meilleure aide à la formation

continue, en particulier pour les catégories vulnérables dont les parents en difficulté. Les crises antérieures ont trop souvent abouti à un recul de l'investissement, notamment dans les infrastructures, y compris dans le numérique et les énergies décarbonées. Cela doit changer.

Il est impératif d'amplifier le soutien apporté aux plus vulnérables, notamment les enfants, les jeunes et les personnes peu qualifiées, qui n'ont pas été pleinement protégés de la crise. Les systèmes éducatifs peuvent être améliorés dans de nombreux pays, en mettant à profit les leçons de la crise. Les pouvoirs publics doivent investir pour que tous les ménages, enseignants et élèves ou étudiants aient accès à une connexion haut débit de qualité et disposent du matériel nécessaire à l'enseignement numérique, notamment en milieu défavorisé. La crise a montré qu'il était urgent d'améliorer les compétences numériques. Elle a aussi révélé les lacunes des systèmes d'aide sociale. La politique budgétaire devrait être mieux ciblée sur les catégories vulnérables qui sont exclues du système de protection sociale traditionnel et qui n'ont pas pu prétendre aux aides supplémentaires octroyées à ce jour, pour leur propre bien et pour celui de la collectivité dans son ensemble.

Enfin, la coopération internationale a régressé ces dernières années, alors même qu'elle était plus nécessaire que jamais. La crise financière « mondiale » avait principalement touché un petit nombre d'économies avancées, mais avait suscité une réponse collective sans précédent. La pandémie est la première crise véritablement planétaire depuis la Seconde guerre mondiale : or, cette fois-ci, la réponse a pris la forme d'interventions massives nationales, mais aussi de fermetures de frontières, avec un bien faible degré de coopération. Le protectionnisme et la fermeture des frontières ne sont pas une bonne réponse : ils empêchent la circulation des biens essentiels partout dans le monde et pénalisent les économies dont le rattrapage dépend de leur participation aux chaînes de

valeur mondiales. Cette tendance doit être inversée. La production et distribution à grande échelle, rapides et généreuses, de traitements et de vaccins efficaces doivent être organisées pour tous les pays. Les enceintes multilatérales doivent renforcer leur action en faveur de la transparence de la dette et d'un moratoire, si nécessaire, et les autorités de supervision doivent suivre de très près l'endettement des entreprises. Le monde doit éviter que la crise sanitaire et économique ne se mue en plus en une crise financière.

Quant à savoir à quoi ressemblera le monde de l'après COVID, espérons qu'il sera « peut être globalement le même, mais un peu meilleur ».



Éditorial des Perspectives économiques de l'OCDE

OECD (2020), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2020*
Numéro 2, OECD Publishing,
Paris, <https://doi.org/10.1787/8dd1f965-fr>.

Après le confinement, une

reprise sur la ligne de crête

Category: Economic outlook, Posts in French
written by oecdecoscope | December 1, 2020
by Laurence Boone, Cheffe économiste de l'OCDE

La pandémie de COVID-19 a bouleversé de façon extraordinaire la vie des citoyens partout dans le monde, menaçant leur santé, désorganisant l'activité économique et mettant à mal le bien-être et l'emploi. Depuis la dernière mise à jour de nos Perspectives économiques, au début de mars, la multiplication des foyers de contamination s'est muée en une pandémie planétaire, se répandant trop rapidement à travers le globe pour que la plupart des systèmes de santé puissent y faire face sans de nécessaires ajustements. Pour réduire la diffusion du virus et se donner le temps de renforcer les systèmes de santé, les gouvernements ont mis à l'arrêt de larges pans de l'activité économique. À l'heure où nous écrivons, la pandémie a amorcé un recul dans de nombreux pays, et l'activité a entamé son redémarrage. Les conséquences sanitaires, sociales et économiques de la pandémie auraient pu être considérablement plus graves sans le dévouement des professionnels de la santé et d'autres travailleurs essentiels qui ont continué de servir le public, au péril de leur propre santé.

Les gouvernements et les banques centrales ont adopté des mesures de grande ampleur destinées à protéger les individus et les entreprises des conséquences de l'arrêt brutal de l'activité. Dans tous les pays de l'OCDE, l'activité économique a subi un choc sans précédent en temps de paix, dévissant dans des proportions comprises entre 20 et 30 %. Les frontières ont été fermées et les échanges se sont effondrés. Les gouvernements ont, simultanément et très rapidement, pris des mesures de soutien innovantes et de grande ampleur pour atténuer le choc, subventionnant une large partie des salaires et des entreprises. Les filets de protection sociale et

financière ont été renforcés à une vitesse record. Alors que les tensions financières s'accumulaient, les banques centrales ont agi rapidement et vigoureusement et déployé tout un arsenal de mesures conventionnelles et non conventionnelles allant bien au-delà des leviers qui avaient été mobilisés pendant la crise financière mondiale, empêchant ainsi la crise sanitaire et économique de déboucher en plus sur une crise financière.

Tant qu'aucun vaccin ou traitement ne sera largement accessible, les responsables politiques et décideurs économiques vont, partout dans le monde, continuer d'avancer sur une corde raide. Les mesures de distanciation physique et les opérations de dépistage, suivi, traçage et isolement (DSTI) seront les principaux instruments de lutte contre la diffusion du virus. Les actions de DSTI sont indispensables à la reprise des activités économiques et sociales. Cependant, dans les secteurs affectés par la fermeture des frontières et dans ceux où la distanciation physique est difficile à assurer, comme le tourisme, les voyages, les loisirs, la restauration et l'hôtellerie, l'activité ne reprendra pas comme avant. Les mesures de DSTI pourraient même ne pas suffire à empêcher une reprise de circulation accentuée de l'épidémie.

Dans ce contexte d'incertitude extraordinaire, ces Perspectives économiques présentent deux scénarios possibles : l'un qui voit la pandémie continuer de refluer et rester sous contrôle, et l'autre qui voit survenir une deuxième vague de contagion rapide vers la fin 2020. Ces scénarios ne sont en aucun cas exhaustifs, mais ils permettent de mieux appréhender le champ des évolutions possibles et d'affûter les instruments de l'action publique dans un contexte aussi hasardeux. Dans ces deux scénarios, l'activité économique ne va pas, et ne pourra pas, revenir à un niveau normal. D'ici la fin de 2021, la perte de revenu excédera celles des récessions des 100 dernières années, exception faite des périodes de

guerre, avec des conséquences profondes et durables, pour les personnes, pour les entreprises et pour les gouvernements.

La pandémie a accéléré le passage d'une ère de « grande intégration » à une ère de « grande fragmentation ». De nouvelles restrictions aux échanges et à l'investissement se sont multipliées. De nombreuses frontières sont fermées entre et au sein de grandes régions du monde et vont probablement le rester, du moins en partie, aussi longtemps que la pandémie sera menaçante dans certaines régions. Les performances économiques diffèrent, en fonction du moment où les pays ont été frappés par l'épidémie et de l'ampleur du choc, de la préparation de leurs systèmes de santé, de leur spécialisation sectorielle et de leur capacité budgétaire à y faire face. Les économies de marché émergentes ont été elles aussi secouées par la crise. Les prix des matières premières se sont effondrés. L'ampleur des sorties de capitaux, la chute des transferts financiers des expatriés, des systèmes de santé parfois moins robustes et un grand nombre de travailleurs dans le secteur informel sont autant de facteurs qui ont mis à mal la résilience de leurs systèmes de santé, de leurs économies et de leurs sociétés. Partout, le confinement a aussi exacerbé les inégalités entre les travailleurs, entre ceux, généralement très qualifiés, qui avaient la possibilité de télétravailler et les moins qualifiés et les jeunes, qui sont souvent en première ligne, qui n'ont pas pu continuer de travailler ou bien qui ont perdu leur emploi, cette disparité étant encore accentuée par les différences d'accès à la protection sociale. Dans certains pays, la dette privée atteint des niveaux dangereusement élevés et les risques de défaillances et de faillites d'entreprises sont très préoccupants.

Des politiques hors du commun seront nécessaires pour avancer sur une ligne de crête en direction de la reprise. Même si la croissance se redresse dans certains secteurs, globalement, l'activité demeurera atone pendant quelque temps. Les pouvoirs

publics peuvent offrir aux citoyens et aux entreprises les filets de protection qui vont leur permettre de survivre, mais ils ne peuvent pas subventionner sur longue période, l'activité, l'emploi et les salaires dans le secteur privé. Le capital et les travailleurs des secteurs et entreprises qui vont rester durablement pénalisés ou ne se remettront pas de cette crise vont devoir se réorienter vers les secteurs en expansion. De telles transitions sont difficiles, et il est rare qu'elles soient suffisamment rapides pour empêcher une augmentation du nombre des faillites d'entreprises et des périodes de chômage prolongées. Les gouvernements devront donc adapter leur soutien et accompagner la transition, en mettant en place des procédures rapides de restructuration des entreprises, sans stigmatiser les entrepreneurs, en prévoyant des aides au revenu pour les travailleurs entre deux emplois, en organisant la formation des personnes sans emploi ou en transition vers un nouvel emploi, et en offrant une protection sociale aux plus vulnérables. Nous avons déjà appelé à une hausse de l'investissement public dans les technologies numériques et vertes pour promouvoir une croissance durable à long terme et stimuler la demande à court terme. C'est encore plus urgent aujourd'hui, alors que nos économies ont été aussi durement frappées.

Les politiques de reprise mises en œuvre aujourd'hui façonneront les perspectives économiques et sociales pour la décennie à venir. Des politiques monétaires ultra-accommodantes et une hausse de la dette publique sont nécessaires et seront comprises aussi longtemps que l'activité économique et l'inflation resteront anémiques, et que le chômage sera élevé. Mais les dépenses financées par l'emprunt devront être mieux ciblées, particulièrement pour mieux soutenir les plus vulnérables et les investissements nécessaires pour assurer la transition vers une économie plus robuste. Le soutien public doit être transparent, et équitable. L'aide publique fournie aux entreprises doit s'accompagner de règles transparentes, notamment les porteurs

d'obligations et actionnaires privés devraient enregistrer des pertes lorsque l'État intervient, de façon à que prises de risques et rémunérations aillent de pair. Le soutien public actuellement apporté aux travailleurs et aux entreprises devrait par ailleurs s'accompagner d'un plus grand dialogue entre les employeurs et les salariés, ouvrant la voie à un renforcement de la cohésion sociale et, en dernier ressort, à une reprise plus forte et plus durable.

La vigueur de la reprise dépend cruciallement du niveau de confiance. Il faut renforcer la confiance au niveau national comme au plan international. Le taux d'épargne des ménages a grimpé dans la plupart des pays de l'OCDE, l'incertitude et la crainte de hausse du chômage freinant la consommation. Les perturbations commerciales et les menaces qu'elles font peser sur les chaînes d'approvisionnement empêchent également la réduction des incertitudes nécessaire au redémarrage de l'investissement. La coopération internationale pour la recherche d'un traitement et un vaccin contre le COVID-19 et une reprise plus large du dialogue multilatéral sont indispensables pour réduire l'incertitude et relancer la dynamique de l'économie. La communauté internationale devrait assurer que lorsqu'un vaccin ou un traitement sera découvert, il puisse être distribué rapidement dans le monde entier. Sinon la menace restera. De la même façon, la reprise d'un dialogue constructif sur les échanges donnerait un coup de pouce à la confiance des entreprises et raviverait l'investissement.

Les gouvernements doivent saisir cette occasion pour inventer une économie plus juste et plus durable, en améliorant la concurrence et la réglementation, et en modernisant la fiscalité, les dépenses publiques et la protection sociale. La prospérité naît du dialogue et de la coopération. Cela est vrai au plan national comme au niveau mondial.

Faire face aux répercussions de l'épidémie de coronavirus

Category: Economic outlook, Posts in French, Uncategorized
written by oecdecoscope | December 1, 2020



de Laurence Boone, Cheffe économiste de l'OCDE

Une épidémie de coronavirus (Covid-19) vient de frapper la Chine en ce début d'année et des foyers se déclarent dans de nombreux pays. Le virus est la cause d'une souffrance humaine considérable. Il est aussi à l'origine de perturbations économiques non négligeables résultant des mesures de quarantaine, des restrictions aux déplacements, de la fermeture d'usines et de la forte contraction de l'activité dans de nombreux secteurs de services. Si l'on ne tient compte que de la situation actuelle, la flambée de l'épidémie entraînerait un recul de 0.5 point de pourcentage de la croissance du PIB mondial, qui serait ramenée à 2.4 % cette année. Cependant, l'incertitude demeure quant à l'évolution de l'épidémie : elle pourrait continuer à se propager, ce qui induirait une aggravation de ses effets sur le plan humain ainsi qu'un tassement plus marqué de la croissance mondiale. Si l'épidémie devait toucher les économies avancées de l'OCDE avec la même intensité que la Chine, la croissance mondiale serait divisée par deux par rapport à nos prévisions du mois de novembre.

L'économie mondiale se trouve dans la position la plus périlleuse qu'elle ait connue depuis la crise financière mondiale.

La croissance mondiale, qui s'est essoufflée pendant les deux dernières années jusqu'à atteindre son faible niveau actuel, a subi de plein fouet l'épisode du coronavirus. Les indicateurs à haute fréquence comme la demande de charbon, qui se situe à 60 % de son niveau normal, donnent à penser que l'économie chinoise a accusé un fort ralentissement au premier trimestre 2020. Parce que la Chine représente 17 % du PIB mondial, 11 % du commerce mondial, 9 % du tourisme mondial et plus de 40 % de la demande mondiale de certains produits de base, les retombées négatives sur le reste du monde sont considérables. Des signes de plus en plus probants attestant un repli prononcé de l'activité dans le secteur du tourisme, des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, une atonie de la demande de produits de base et une érosion de la confiance des consommateurs, sont perceptibles.

L'étendue de l'épidémie sera un paramètre déterminant des perspectives économiques.

Même dans un scénario où l'épidémie serait circonscrite à la Chine et ne donnerait lieu qu'à des flambées limitées dans les autres pays, comme c'est le cas aujourd'hui, l'OCDE s'attend à un fort ralentissement de la croissance dans le monde début 2020. Nous avons ramené notre prévision pour l'année, qui était déjà basse, soit 3 %, à 2.4 % seulement, le chiffre le plus faible depuis la crise financière. Dans un scénario de propagation de l'épidémie à certains autres pays du globe, le ralentissement serait plus prononcé et plus prolongé. Notre modélisation laisse à penser que la croissance mondiale en 2020 pourrait alors ne pas dépasser 1.5 %. Les mesures de confinement et la peur de l'infection porteraient un rude coup à la production ainsi qu'aux dépenses et entraîneraient un grand nombre de pays touchés par l'épidémie dans une véritable récession.

Les pouvoirs publics ne peuvent se permettre d'attendre.

Indépendamment de l'étendue de la propagation du virus, l'économie mondiale, précédemment éprouvée par la persistance de tensions commerciales et politiques, a déjà essuyé un coup de frein brutal. Les ménages sont en proie à l'incertitude et à l'appréhension. Les entreprises dans des secteurs comme le tourisme, l'électronique et l'automobile font d'ores et déjà état de ruptures d'approvisionnement et/ou d'un effondrement de la demande. L'économie mondiale est désormais trop fragile pour que les pouvoirs publics puissent se permettre de tabler sur un fort rebond automatique.

La priorité des gouvernements est de contenir l'épidémie et de limiter le nombre de cas graves.

La limitation des déplacements, des mesures de quarantaine et l'annulation de manifestations s'imposent pour endiguer l'épidémie. Il conviendrait d'orienter les dépenses publiques supplémentaires consenties d'abord vers le secteur de la santé afin de combattre la flambée du nombre de cas et de mettre au point un vaccin. Les actions complémentaires susceptibles d'être engagées peuvent à tout le moins viser à atténuer les répercussions économiques et sociales de l'épidémie.

Il est essentiel d'apporter un soutien aux ménages et aux entreprises les plus vulnérables.

Les mesures de confinement et la peur de l'infection peuvent déclencher des interruptions soudaines de l'activité économique. Au-delà de la santé, la priorité devrait être d'autoriser la mise en place de dispositifs de chômage partiel et l'octroi aux ménages vulnérables de transferts directs pour les protéger des pertes de revenus provoquées par les fermetures d'entreprises et les licenciements. Il est également indispensable d'accroître les volants de liquidités dont disposent les entreprises dans les secteurs concernés pour éviter que des entreprises structurellement saines ne se

trouvent en défaut de paiement. En plus d'une réduction des charges fixes et des impôts, une certaine indulgence de la part des créanciers aiderait également à relâcher la pression qui s'exerce sur les entreprises confrontées à un fléchissement soudain de la demande.

Si l'épidémie se propageait au-delà des frontières de la Chine, il conviendrait que le G20 pilote une relance budgétaire et monétaire coordonnée.

Le but serait de contribuer à inverser l'effondrement de la confiance que provoquerait une propagation plus large de la maladie. Une action collective serait en outre plus efficace que des actions isolées. Pour ce qui est du soutien à apporter aux pays qui en ont besoin en matière de santé et des mesures de confinement, les pays devraient coopérer. De plus, si des pays annonçaient un soutien budgétaire et monétaire coordonné, cette annonce aurait des effets sur la confiance qui se conjugueraient à ceux des politiques menées. Nos travaux montrent que si les économies du G20 mettaient en œuvre des mesures de relance de manière collective plutôt qu'isolément, leurs effets sur la croissance dans l'économie du G20 médiane seraient amplifiés d'un tiers au bout de deux ans seulement. D'aucuns n'hésiteraient pas à dénoncer la banalité d'un appel à la coopération internationale. Néanmoins, dans une économie et une société connectées à l'échelle planétaire, le coronavirus et ses retombées économiques et sociales sont l'affaire de tous, même si des entreprises décident, au lendemain de cette crise, de rapatrier leur production et d'aller vers un peu moins d'interdépendance.

Pour plus d'informations: Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire mars 2020

Taxe carbone : quel impact environnemental et économique dans le secteur manufacturier français ?

Category: Environment, France, Posts in French
written by oecdecoscope | December 1, 2020



par Damien Dussaux, Economist, Direction de l'environnement, OCDE

En septembre 2019, le Parlement français a adopté la loi climat-énergie qui fixe l'objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, conformément à l'accord de Paris sur le climat de 2015. La neutralité carbone implique de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 75 % d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 1990 et de compenser les émissions résiduelles par la capture et le stockage du carbone présent dans l'atmosphère.

Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement français a élaboré une "Stratégie Nationale Bas-Carbone", qui sert de feuille de route pour la transition vers de faibles émissions de carbone dans chaque secteur de l'économie. Par exemple, les émissions de GES de l'industrie – qui représentent près d'un cinquième des émissions en France, soit l'équivalent des émissions totales de GES de la Roumanie – devront être réduites d'un quart au cours des dix prochaines années selon le plan sectoriel proposé.

La France met actuellement en œuvre deux principaux mécanismes de tarification du carbone afin d'inciter les acteurs économiques à réduire leurs émissions. Le système européen d'échange de quotas d'émission (SEQE-UE), en place depuis 2005, couvre 75 % des émissions industrielles françaises. En 2014, la France a également introduit une taxe carbone sur la consommation de combustibles fossiles, qui a débuté à 7 euros par tonne de CO₂ et s'élève désormais à 45 euros par tonne.

Ces politiques de tarification du carbone de plus en plus ambitieuses ont été mises en place dans un contexte de hausse des coûts énergétiques dans l'industrie et suscitent des inquiétudes quant à leurs impacts sur la compétitivité du secteur manufacturier français. À première vue, ces préoccupations semblent être justifiées par les tendances récentes, puisque la production et l'emploi total dans le secteur ont diminué respectivement de 5 % et 26 % entre 2001 et 2016.

Un récent rapport de l'OCDE, "Les effets conjugués des prix de l'énergie et de la taxe carbone sur la performance économique et environnementale des entreprises françaises du secteur manufacturier", apporte un éclairage sur cette question. Cette étude est la première à estimer l'impact des prix de l'énergie et de la taxe carbone sur la performance environnementale et économique des entreprises françaises à partir de données à la fois au niveau des entreprises et au niveau des branches d'activité.

Le rapport combine des données sur la consommation d'énergie et les émissions de carbone au niveau des entreprises provenant de l'enquête annuelle sur la consommation d'énergie dans l'industrie (EACEI) de l'Insee avec les données sur les performances financières et économiques de la Direction Générale des Finances Publiques. L'ensemble des données couvre 8 000 entreprises françaises observées annuellement sur une période de seize ans (2001 à 2016) et qui sont représentatives de l'ensemble du secteur manufacturier.

Que nous apprend l'étude de l'OCDE ?

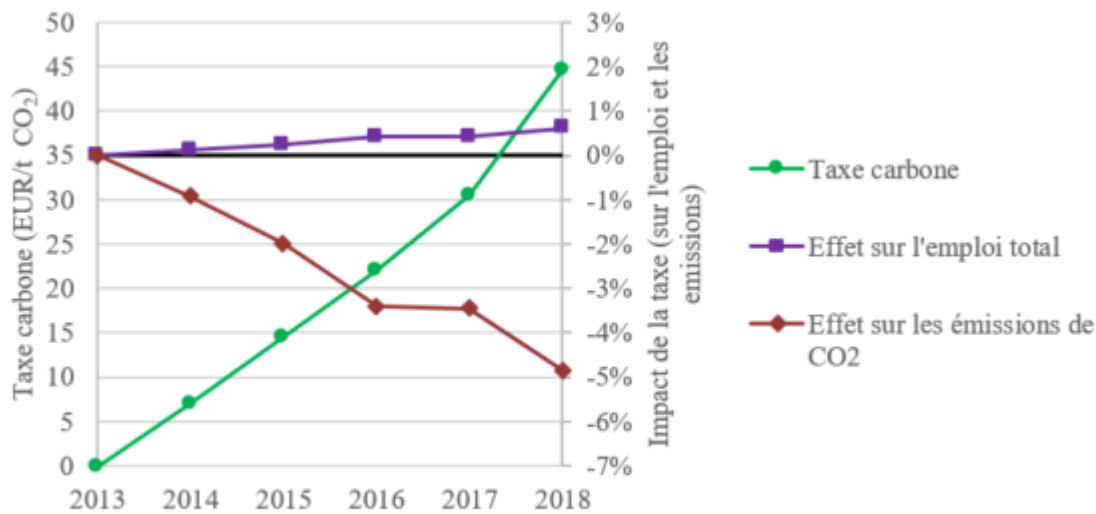
Le premier enseignement de l'étude est qu'au niveau des entreprises, une augmentation de 10 % des coûts énergétiques entraîne à court terme une baisse de 6 % de la consommation d'énergie, une diminution de 9 % des émissions de carbone et une diminution de 2 % du nombre d'employés à temps plein. **Toutefois, ces emplois ne sont pas détruits car les salariés concernés sont embauchés dans d'autres entreprises.** Au niveau de l'industrie, l'étude ne trouve aucun lien statistique entre les prix de l'énergie et la destruction nette d'emplois, ce qui indique que les emplois détruits dans les entreprises touchées sont compensés par des embauches dans d'autres entreprises de la même branche d'activité au cours de la même année.

Deuxièmement, **ces effets varient d'une industrie à l'autre et en fonction de la taille et de l'intensité énergétique des entreprises.** Par exemple, face à une même augmentation du coût de l'énergie, les entreprises de l'industrie de l'habillement réduisent leurs émissions de carbone deux fois plus que les entreprises produisant des minéraux non métalliques. Le redéploiement des travailleurs dans l'industrie agroalimentaire est deux fois moins important que dans l'industrie métallurgique. En moyenne, les grandes entreprises à forte intensité énergétique réduisent davantage leurs émissions de carbone et redéployent davantage de salariés que les petites entreprises efficaces en énergie.

Le rapport est ainsi en mesure de quantifier l'effet causal de la taxe carbone sur le secteur manufacturier depuis son introduction en 2014. La Graphique 1 montre la taxe carbone sur l'axe de gauche (ligne verte) ainsi que les impacts de la taxe carbone sur l'emploi total du secteur manufacturier français (ligne violette) et ses émissions de carbone (ligne rouge) sur l'axe de droite. **En cinq ans, la taxe carbone a permis de réduire les émissions de carbone d'environ 5 %.** L'effet net sur l'emploi est beaucoup plus faible et même

légèrement positif à +0,8 %.

Graphique 1. L'impact de la taxe carbone sur l'emploi total et les émissions de carbone du secteur manufacturier français

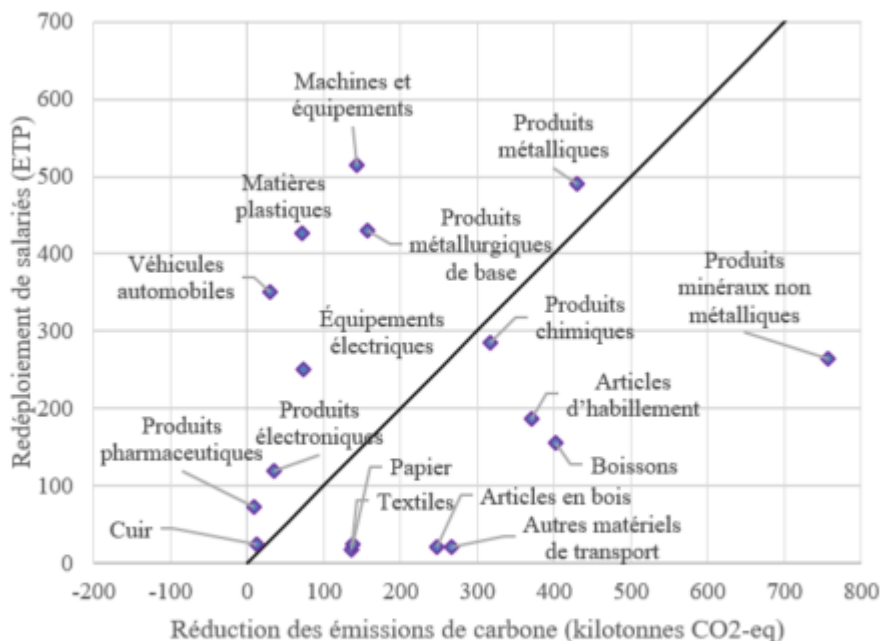


Note: Le graphique montre l'impact causal de la taxe carbone sur l'emploi total et les émissions de CO₂ du secteur manufacturier français.

Source: Dussaux (2020).

Enfin, le rapport envisage un scénario dans lequel le taux de la taxe sur le carbone serait doublé par rapport à son taux actuel de 45 € par tonne de CO₂. Le Graphique 2 montre l'effet simulé de l'augmentation de la taxe sur les redéploiements de salariés et les émissions de carbone pour chaque branche d'activité. Ces redéploiements de salariés ne sont pas des pertes nettes d'emplois, mais le nombre de personnes contraintes de changer d'emploi (au sein d'une même industrie ou entre industries).

Graphique 2. L'impact d'un doublement de la taxe carbone sur les redéploiements de salariés et les émissions de carbone



Note: Le graphique montre l'impact simulé d'une augmentation de la taxe carbone de 44,6 € à 86,2 € par tonne de CO₂ sur le redéploiement de salariés et les émissions de CO₂ des branches d'activités du secteur manufacturier français. Par souci de clarté, l'industrie agroalimentaire n'est pas incluse.

Source: Dussaux (2020) Tableau 11.

La simulation du **doublement du taux de la taxe carbone met en évidence une grande hétérogénéité entre les branches d'activités**. Plusieurs secteurs, tels que l'ameublement, les produits du bois, le papier et le textile, connaissent de fortes réductions de leurs émissions de carbone, avec un faible redéploiement de salariés. Au contraire, les secteurs de l'automobile et du plastique connaissent des redéploiements de salariés plus importants et des diminutions plus faibles de leurs émissions de carbone. D'autres industries, telle que celle des produits métalliques, combinent une forte réaffectation des emplois et une réduction considérable des émissions en raison de leur taille importante.

La hausse des prix de l'énergie et de la taxe carbone permet de réduire les émissions de carbone, mais les coûts liés aux redéploiements de salariés doivent être pris en compte...

Si la taxe carbone permet au secteur manufacturier français de respecter son budget carbone et n'affecte pas négativement l'emploi total, elle génère cependant des redéploiements de

salariés non négligeables dans plusieurs branches d'activité. Parce que ces redéploiements ont des impacts redistributifs et génèrent des coûts pour les travailleurs qui sont contraints de changer d'emploi, ces résultats mettent en évidence la nécessité de mettre en place des politiques complémentaires sur le marché du travail qui minimisent les coûts pour les travailleurs concernés et facilitent les ajustements en termes d'emplois entre les entreprises. En outre, comme ces coûts de transition sont généralement fortement localisés dans des régions spécialisées dans les activités industrielles énergivores, ils peuvent également se traduire par des effets régionaux potentiellement importants et donc par un coût politique élevé.

Référence:

Dussaux, D. (2020), "Les effets conjugués des prix de l'énergie et de la taxe carbone sur la performance économique et environnementale des entreprises françaises du secteur manufacturier", *OECD*, No. 154, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/b8ca827a-fr>.

Changer les politiques pour inverser la tendance

Category: Economic outlook, Posts in French
written by oecdecoscope | December 1, 2020
par Laurence Boone, Cheffe économiste de l'OCDE

Ces deux dernières années, la croissance mondiale et les perspectives futures n'ont cessé de se détériorer, sur fond d'incertitudes persistantes sur la direction des politiques publiques et de faiblesse des flux d'échanges et

d'investissement. Nous estimons la croissance du PIB mondial à 2.9 % cette année et autour de 3 % en 2020-21, une croissance inférieure aux 3.5 % prévus il y a un an, et la plus basse depuis la crise financière. Les perspectives à court terme varient d'un pays à l'autre selon l'importance des échanges pour leurs économies. Aux États-Unis, la croissance du PIB devrait ralentir à 2 % à l'horizon 2021, tandis qu'au Japon et dans la zone euro, elle devrait se situer respectivement à 0.7 % et 1.2 %. En Chine, la croissance continuera de fléchir vers 5.5 % d'ici 2021. Les autres économies émergentes devraient connaître une reprise modeste, sur fond de déséquilibres dans un certain nombre d'entre elles. D'une manière générale, les taux de croissance sont en deçà des niveaux potentiels.

Le dosage entre politique monétaire et politique budgétaire est mal équilibré. Les banques centrales ont, à juste titre, assoupli leur politique monétaire, compensant en partie les effets négatifs des tensions commerciales et empêchant une nouvelle détérioration rapide des perspectives économiques. Ainsi elles permettent d'engager des réformes structurelles et des projets d'investissement public audacieux pour élever la croissance potentielle, notamment dans des infrastructures nécessaires à la transformation numérique et la lutte contre le changement climatique. Cependant, sauf dans quelques pays, la politique budgétaire ne soutient guère l'activité économique, et en particulier peu l'investissement, alors que les prix des actifs augmentent fortement.

Mais notre préoccupation majeure est que les perspectives continuent de se dégrader, traduisant moins un choc cyclique que des évolutions structurelles qui demandent une réponse. Le changement climatique et la transformation numérique sont des évolutions profondes de nos économies. L'ordre multilatéral qui prévalait depuis les années 1990 pour réguler les échanges et les équilibres géopolitiques change. Ce serait une erreur stratégique de considérer ces évolutions comme des facteurs temporaires auxquels la politique monétaire ou budgétaire

pourrait apporter des réponses : ces évolutions sont structurelles. En l'absence d'orientations stratégiques claires sur ces quatre sujets, le climat d'incertitude continuera de régner, compromettant les perspectives de croissance.

L'absence de cap stratégique face aux questions liées au changement climatique pèse sur l'investissement. Les événements climatiques extrêmes sont de plus en plus nombreux et le manque d'action des pouvoirs publics pourrait en accroître encore la fréquence. Leur multiplication pourrait, à court terme, perturber gravement l'activité économique, et causer des dommages durables aux infrastructures et à l'environnement, et entraîner des migrations désordonnées. Les plans d'adaptation au changement climatique n'en sont qu'à leurs balbutiements, tandis que les politiques d'atténuation, avec l'abandon des combustibles fossiles, notamment sous la forme de mesures comme la taxation du carbone, se sont révélées techniquement et politiquement délicates. Les pouvoirs publics se doivent d'agir vite : faute d'orientations claires sur la tarification, les normes et la réglementation du carbone et en l'absence des investissements publics nécessaires, les entreprises différeront leurs décisions d'investissement, avec des répercussions directes sur la croissance et l'emploi.

La révolution numérique transforme la finance, les modèles économiques et les chaînes de valeur en passant essentiellement par trois canaux : l'investissement, les compétences et les échanges. Pour l'heure, il semble que seules quelques entreprises aient su exploiter l'important potentiel de gains de productivité offert par les technologies numériques, ce qui explique en partie pourquoi la transformation numérique n'a pas suffi à compenser le ralentissement de la productivité totale. Pour recueillir pleinement les fruits des technologies numériques, il faut investir dans les logiciels et les données mais aussi dans la

R-D, l'organisation des entreprises et la formation, ce qui reste encore un défi pour de trop nombreuses entreprises. La transformation numérique touche également les individus et l'emploi. Elle confère un grand avantage à ceux dont les principales tâches exigent des compétences cognitives et créatives, mais pénalise ceux dont le travail comporte une forte composante de tâches répétitives, tout en générant de nouvelles modalités contractuelles qui échappent à la protection sociale classique. Or, les politiques publiques ne se sont pas adaptées assez rapidement, dans les domaines de la valorisation des compétences, la protection sociale, l'accès aux infrastructures de communication, le développement des plateformes numériques, la concurrence sur les marchés ou la réglementation des flux de données transnationaux, si bien qu'il est difficile de recueillir pleinement les fruits de la transformation numérique.

L'économie chinoise est en pleine mutation structurelle, marquée par un rééquilibrage en faveur de la consommation et des services au détriment des exportations et de l'industrie manufacturière. L'autosuffisance croissante en produits intermédiaires destinés à certains secteurs manufacturiers reflète la volonté de privilégier la production nationale plutôt que des technologies importées. La réorientation de la consommation d'énergie en vue de lutter contre la pollution et la montée en puissance des services affectent également la demande chinoise d'importations. La contribution traditionnelle de la Chine à la croissance des échanges mondiaux devrait baisser et changer de nature. La croissance de l'Inde devrait rapidement s'accélérer ; toutefois, son modèle de croissance est différent de celui de la Chine et sa croissance ne lui permettra pas de se substituer à elle comme moteur mondial des activités manufacturières.

Les échanges et l'investissement sont aussi en pleine évolution structurelle, avec l'avènement du numérique et la montée en puissance des services, mais aussi en raison des

risques géopolitiques. Le durcissement des restrictions commerciales n'est pas nouveau. Depuis la crise financière internationale de 2008, quelque 1 500 nouvelles restrictions aux échanges ont ainsi été instaurées par les économies du G20. Mais ces deux dernières années ont été marquées par une forte hausse des mesures restreignant les échanges et par une érosion, dont les racines sont profondes, du système commercial mondial fondé sur des règles. Conjugée à l'augmentation des aides publiques à un large éventail de secteurs, cette évolution entraîne des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et un redéploiement des activités entre les pays, autant de facteurs qui pèsent sur la demande actuelle en réduisant les incitations à investir et compromettent la croissance à moyen terme.

Dans ce contexte, il est urgent que les États prennent des mesures plus audacieuses afin de redynamiser la croissance, et ils ont une marge d'action pour le faire. Réduire l'incertitude liée à l'action publique, repenser les politiques budgétaires et agir vigoureusement pour faire face aux enjeux nés de la transformation numérique et du changement climatique sont autant de mesures qui pourraient contribuer à inverser la tendance alarmante actuelle et permettre de relever à l'avenir la croissance et les niveaux de vie.

Premièrement, une orientation claire des politiques de transition vers une croissance durable, sur fond de révolution numérique et de défis liés au climat, enclencherait une accélération marquée de l'investissement. Les gouvernements devraient ne pas se focaliser exclusivement sur les bienfaits à court terme d'une relance budgétaire, mais garder en vue ses avantages à long terme, et pour cela repenser leurs cadres d'action pour l'investissement. La mise en place de fonds d'investissement nationaux axés sur l'avenir pourrait par exemple les aider à remédier au déficit d'investissement venant des dysfonctionnements du marché, en tenant compte des externalités positives de ces investissements pour la société

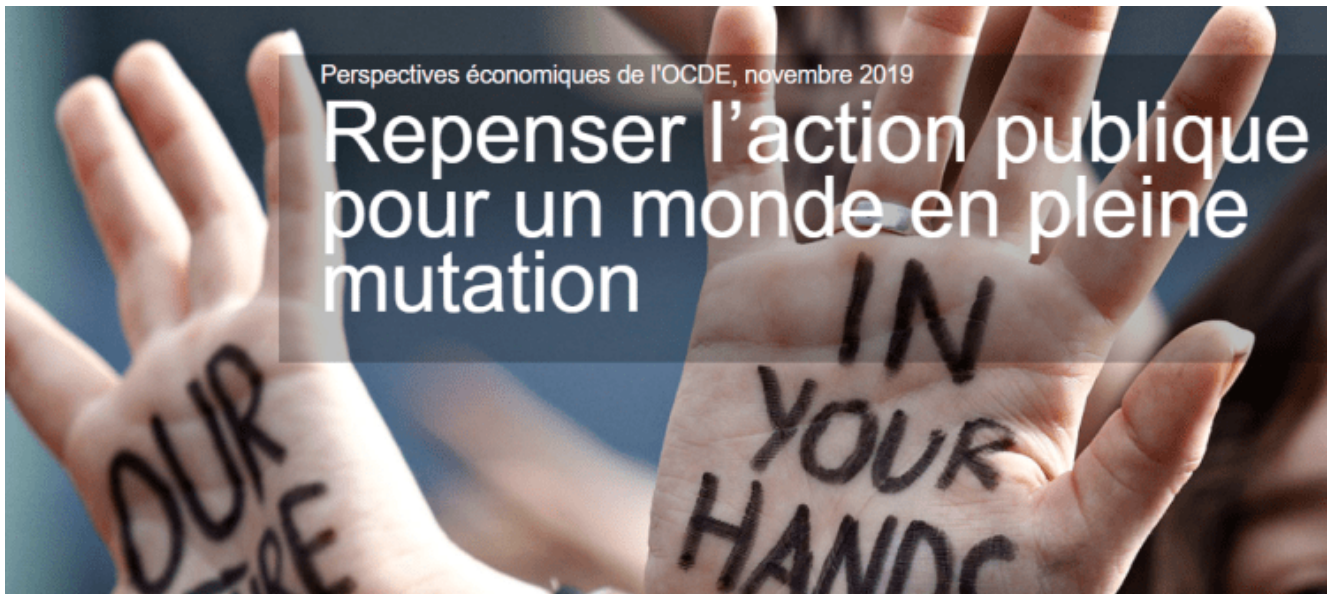
dans son ensemble. Un certain nombre de pays se sont déjà dotés de fonds dédiés de ce type, mais leur gouvernance pourrait être améliorée afin d'assurer de meilleurs retours sur investissement, en termes économiques et sociaux.

Deuxièmement, une plus forte prévisibilité et une plus grande transparence de la politique commerciale joueraient un rôle majeur pour réduire l'incertitude et redynamiser la croissance. Il est par exemple nécessaire de rendre plus transparentes les nombreuses formes d'aides publiques qui faussent le fonctionnement des marchés internationaux et de se mettre d'accord sur des règles mondiales permettant d'assurer la transparence et la prévisibilité de ces aides, mais aussi d'en réduire le nombre ou d'en empêcher la propagation.

Troisièmement, les politiques fiscales et monétaires peuvent être actionnées plus efficacement en étant coordonnées. Les stabilisateurs automatiques peuvent être renforcés pour préserver le revenu et la consommation des ménages. Une coordination active dans toute la zone euro contribuerait à favoriser la croissance dès maintenant. De plus, si la dégradation des perspectives devait être plus forte que nous ne le prévoyons, une relance coordonnée des politiques budgétaires et monétaires au sein des pays du G20, même compte tenu de la marge d'action limitée de certaines banques centrales, serait un moyen efficace d'éviter une récession, surtout parce que cette coordination aurait pour effet de raffermir la confiance.

Face à la stabilisation actuelle, à de faibles niveaux, de la croissance économique, de l'inflation et des taux d'intérêt, l'heure n'est pas au relâchement de l'action publique. La situation reste intrinsèquement fragile, et les enjeux structurels – révolution numérique, échanges, changement climatique, inégalités persistantes – sont redoutables. Nous avons devant nous une unique fenêtre d'opportunité pour éviter une stagnation qui serait préjudiciable au plus grand nombre : il faut d'urgence restaurer un climat de certitude et investir

au bénéfice de tous.



<http://oecd.org/perspectives-economiques/>

Le temps de travail en France : comment expliquer sa faiblesse relative ?

Category: France, Posts in French, Uncategorized

written by oecdecoscope | December 1, 2020

par Antoine Goujard, Bureau France, Département économique de l'OCDE

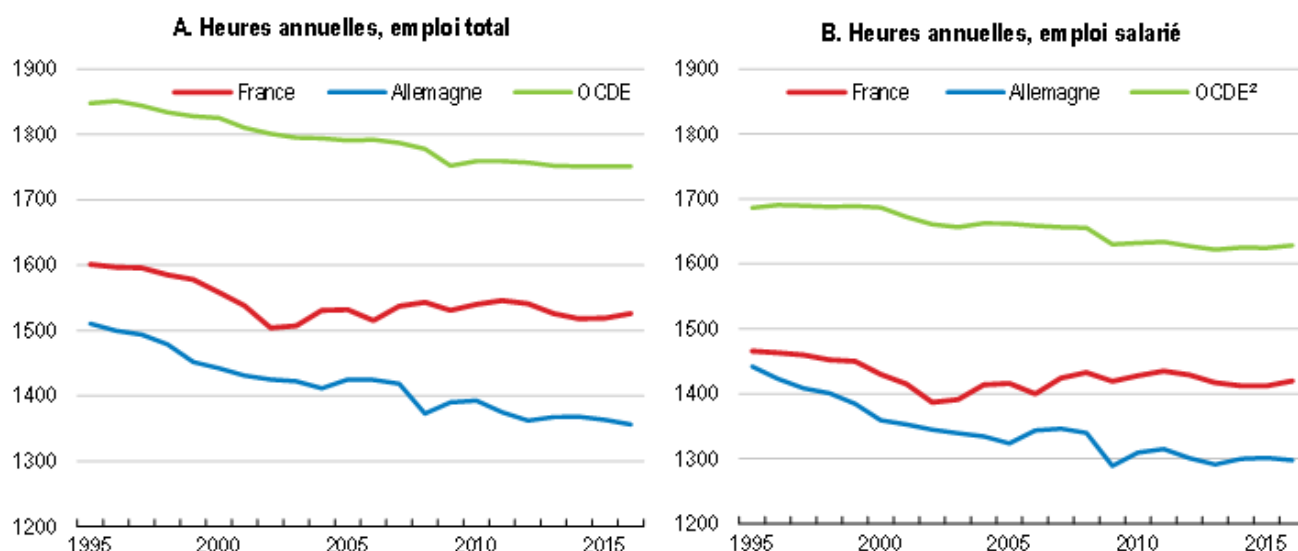
Le temps de travail en France : comment expliquer sa faiblesse relative ?

Les débats sur le temps de travail font rage et les statistiques diffèrent d'une étude à l'autre. Ce blog clarifie les statistiques sur le temps de travail sous trois angles : le nombre d'heures travaillées, bien sûr, mais

également l'emploi, et la durée du travail sur la vie active, ou dit autrement combien de temps passent les Français au travail et à la retraite. Le résultat est frappant : les Français qui travaillent le font autant que dans les autres pays de l'OCDE, mais les Français sont moins souvent employés et travaillent aussi moins longtemps sur la durée de leur vie, ce qui nuit à la fois à leur pouvoir d'achat et à leur retraites. On peut argumenter qu'il s'agit d'un choix de société, mais étant donné les coûts de ce choix, notamment en finançant les retraites plus longues plutôt que d'autres priorités collectives, il est essentiel de clarifier ces données, les coûts et les implications de ces choix.

Les Français, qu'ils soient salariés ou non salariés, travaillent en moyenne moins chaque année que dans la moyenne des pays de l'OCDE, avec 1526 heures travaillées pour 1751 dans la moyenne des pays de l'OCDE en 2016. Cet écart a été relativement stable sur les 20 dernières années (Figure 1). Issues de la comptabilité nationale, ces données sur les heures travaillées représentent le nombre total d'heures effectivement travaillées par an divisées par le nombre de personnes en emploi (salariés et/ou travailleurs indépendants) par an. Les heures effectives comprennent les heures de travail à plein temps, temps partiel et pour les personnes ayant un travail irrégulier, les heures supplémentaires payées ou non, les heures dues à un travail additionnel, *et excluent le temps effectivement non travaillé pour jours fériés, et les congés pour raisons diverses et heures chômées pour des raisons techniques ou économiques, grèves et autres mouvements sociaux, compensation chômage ou autres raisons.*

Graphique 1. Durée effective annuelle moyenne du travail par travailleur¹



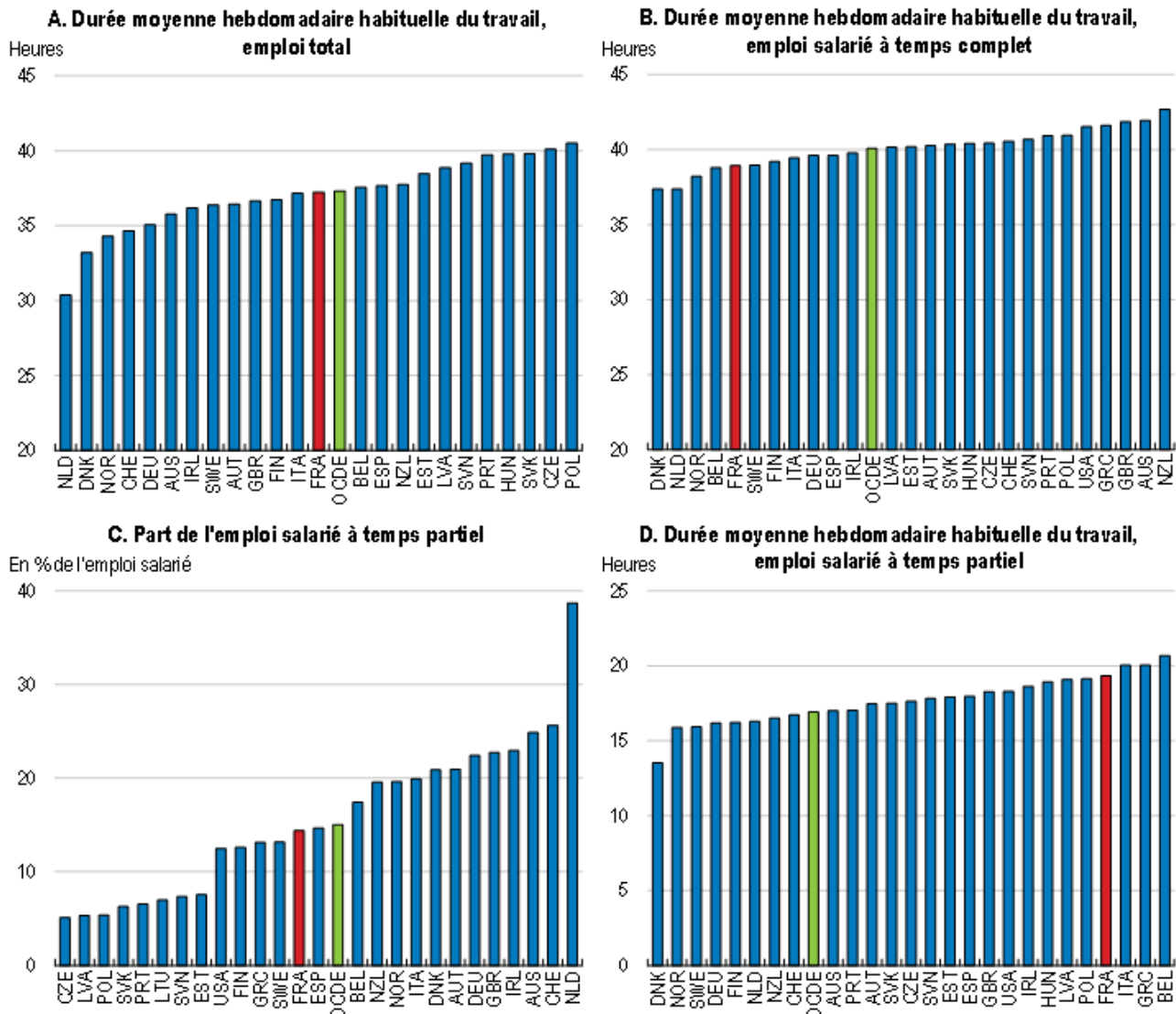
1. Le concept utilisé est celui du nombre d'heures totales travaillées pendant l'année divisé par le nombre moyen de personnes ayant un emploi. Ces données visent à effectuer des comparaisons de tendances dans le temps.

2. L'OCDE correspond à la moyenne de 22 pays pour lesquels ces données sont disponibles depuis 1995.

Source : OCDE (2019), *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail - Heures moyennes annuelles ouvrées par travailleur* (base de données).

Ce sont surtout ces jours non-travaillés qui expliquent la différence en heures annuelles de la France par rapport aux autres pays de l'OCDE. Les heures travaillées dans une semaine habituelle sont en France en ligne avec la moyenne de l'OCDE. Les travailleurs français, salariés ou indépendants, effectuent 37,2 heures par semaine habituelle (i.e. excluant les congés et autres absences) pour 37,3 en moyenne dans l'OCDE (Figure 2, Panneau A). Certes, les salariés à temps plein travaillent moins en France que dans la moyenne des pays de l'OCDE lors d'une semaine habituelle, à 38,9 heures hebdomadaires pour 40,1 dans l'OCDE (Panneau B). Cependant, le nombre de travailleurs à temps partiel ou irréguliers est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (Panneau C) et le temps de travail sur une semaine habituelle des salariés à temps partiel est plus important en France que dans la moyenne des pays de l'OCDE (Panneau D).

Graphique 2. Durée moyenne hebdomadaire habituelle du travail



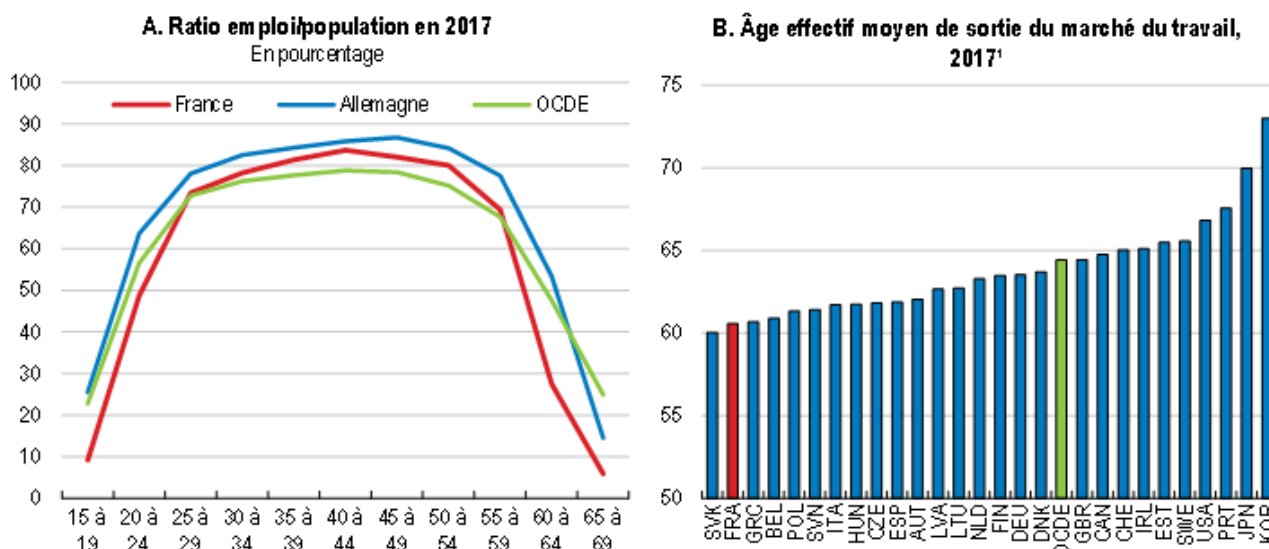
Source : OCDE (2019), *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail - Durée moyenne hebdomadaire habituelle du travail dans l'emploi principal* (base de données).

Outre, le temps de travail des actifs occupés, il est essentiel de considérer les périodes de chômage et d'inactivité. L'emploi est nettement plus faible en France que dans les autres pays de l'OCDE : le taux d'emploi total (le ratio du nombre de personnes employées par la population de 15 à 64 ans) s'élevait à 65,6% au quatrième trimestre 2018, inférieur de trois points à la moyenne OCDE. L'emploi est tiré à la baisse par le faible emploi des jeunes et des personnes âgées de plus de 55 ans (Figure 3, panneau A). Alors que 80,8% des personnes entre 25 et 54 ans travaillent en France pour

78,6% dans l'ensemble de l'OCDE, seuls 30,5% des 15-24 ans sont en emploi pour 42% dans l'OCDE. Pour les 55-64 ans c'est seulement 52,6% des Français qui sont en emploi, pour 61,7% en moyenne dans le reste de l'OCDE. Les statistiques sont similaires pour le taux de participation au marché du travail, ce qui suggère un problème d'employabilité plutôt que de découragement, en lien avec les compétences relativement faibles d'une part importante de la population (OCDE, 2019).

La France a du mal à intégrer les jeunes dans l'emploi, notamment les moins qualifiés, et presque autant à maintenir dans l'emploi les plus de 54 ans. Pour les plus jeunes, la faiblesse des taux d'emploi s'explique principalement par des difficultés ciblées d'intégration au marché du travail. Le taux de scolarisation des 20-29 ans (20,4 %) est inférieur à la moyenne de l'OCDE (28,6 %) et les taux d'emploi en sortie d'étude sont beaucoup plus faibles que dans la moyenne des pays Européens pour les moins qualifiés (Boone et Goujard, 2019). **Pour les plus de 54 ans, la durée du travail est faible alors que l'espérance de vie, notamment en bonne santé, est élevée, d'où la question du financement des retraites.** On travaille moins longtemps sur le cycle de vie en France qu'ailleurs dans l'OCDE : l'âge effectif de sortie du marché du travail est le second plus bas de tous les pays de l'OCDE pour les hommes et le septième plus bas pour les femmes (Figure 3, panneau B). L'âge effectif de sortie du marché du travail prend en compte tous ceux qui sortent de la population active au-delà de 40 ans, y compris pour des raisons d'inactivité ou d'invalidité.

Graphique 3. Taux d'emploi par âge et âge de sortie du marché du travail



1. L'âge effectif moyen auquel les seniors se retirent de l'activité est défini sur la période 2012-2017. Les sorties nettes d'activité sont calculées en prenant la différence entre le taux d'activité de chaque groupe d'âge de 5 ans (40 ans et plus) au début de la période et le taux du groupe d'âge correspondant âgé de 5 ans à la fin de la période. de la période.

Source : OCDE (2019), *Données sur le marché du travail par sexe et âge - indicateurs : Rapports emploi/population et Statistiques sur l'âge effectif moyen de la retraite* (bases de données).

En raison des faiblesses du marché du travail, un taux d'emploi moins élevé chez les jeunes et les plus de 54 ans, des difficultés d'intégration au marché du travail des moins qualifiés, et de cet âge de retrait du marché du travail faible, **la durée de cotisation au système de retraite est actuellement plus faible qu'ailleurs en Europe** (la durée de cotisation nécessaire pour recevoir une retraite à taux plein est cependant appelée à augmenter progressivement de 41 ans et 2 trimestres en 2019 pour atteindre 43 ans en 2035 pour les générations nées en ou après 1973). En 2017, les Français partant en retraites ont en moyenne travaillé 34,5 années avant la retraite contre 35,6 dans l'Union Européenne (à 27) (Commission Européenne, 2018), alors même que l'espérance de vie et l'espérance de vie en bonne santé sont élevées. **La durée de de vie passée**

à la retraite est ainsi parmi les plus élevées de l'OCDE, à 25 ans soit 5 ans de plus que la moyenne de l'OCDE.

En

conclusion, la faiblesse relative du temps de travail en France provient

à la fois de choix de société et d'un mauvais fonctionnement du marché du

travail. Les congés élevés, l'âge d'ouverture des droits et les

autres paramètres du système de retraite rentrent dans la première catégorie.

La question est de savoir si ces choix sont finançables et s'ils ne se font pas

au détriment d'autres objectifs. Il s'agit donc avant tout de choix politiques.

L'autre source de la faiblesse relative du temps de travail tient aux

insuffisances du marché du travail, comme les difficultés d'insertion des

jeunes et moins jeunes et les discriminations à l'emploi, le temps partiel

subi, sans compter la persistance d'un chômage élevé.

Augmenter le temps de travail en France nécessite donc une stratégie globale. En premier lieu, il est urgent d'*agir pour l'emploi des jeunes, seniors et moins qualifiés*, c'est-à-dire faciliter l'accès à la formation professionnelle et améliorer la qualité de celle-ci, ainsi que développer davantage l'apprentissage et l'accompagnement, en lien avec les réformes en cours. Réduire les recours excessifs aux contrats courts permettrait aussi de favoriser le développement des CDI et de limiter la récurrence de certains épisodes de chômage. En second lieu, *même si l'âge de départ à la retraite est un choix de société, les coûts d'un départ précoce tant pour les individus (retraites plus basses) que pour la société*

(renoncement à d'autres projets collectifs) peuvent être très élevés. Revoir les pénalités et primes de retraite en fonction de l'âge de départ permettrait que ces coûts soient mieux intégrés dans les choix individuels. Aligner les paramètres des différents systèmes de retraites améliorerait aussi significativement la lisibilité du système et la mobilité de la main-d'œuvre, en ligne avec la réforme engagée.

Bibliographie

Boone, L. and A.

Goujard (2019), La France, les inégalités et l'ascenseur social.

<https://oecdecoscope.blog/2019/02/25/la-france-les-inegalites-et-lascenseur-social/>.

Commission Européenne (2018), "The 2018 Ageing Report – Economic & Budgetary Projections for the 28 EU Member States (2016-2070)", *Institutional Paper*, No 79, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/economy-finance/ip079_en.pdf

OCDE (2014),

Vieillesse et politiques de l'emploi : France 2014 – Mieux travailler avec

l'âge, Éditions OCDE, Paris.

<https://doi.org/10.1787/9789264206847-fr>.

OCDE (2019), Études économiques de l'OCDE : France 2019, Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/10f0135f-fr>

La fragilité de l'économie mondiale exige de toute urgence un effort de coopération

Category: Economic outlook, Posts in French, Uncategorized

written by oecdecoscope | December 1, 2020

Par Laurence Boone, Cheffe économiste de l'OCDE

Il y a un an, l'OCDE avait alerté sur le fait que les incertitudes entourant les échanges mondiaux et l'action publique pouvaient être très préjudiciables à l'économie mondiale et contribuer à creuser un peu plus encore la fracture entre les citoyens. Un an plus tard, la dynamique économique mondiale s'est considérablement essoufflée et la croissance devrait rester en berne, sur fond de persistance des tensions commerciales. Les échanges et l'investissement ont fortement ralenti, en particulier en Europe et en Asie. La confiance des entreprises et des consommateurs s'est émue et la production manufacturière s'est contractée. Face à cette situation, les conditions financières se sont assouplies du fait que les banques centrales se sont orientées vers des politiques monétaires plus accommodantes, tandis que la politique budgétaire exerçait un effet de relance dans un petit nombre de pays. Parallèlement, la faiblesse du chômage et une

légère remontée des salaires dans les grandes économies continuent de soutenir les revenus et la consommation des ménages. Dans l'ensemble cependant, les tensions commerciales sont lourdes de conséquences et la croissance mondiale devrait reculer pour s'établir à seulement 3.2 % cette année, avant de se réorienter à la hausse pour atteindre 3.4 % en 2020, soit un chiffre nettement inférieur aux taux de croissance observés ces trente dernières années, ou même en 2017-18.

Alors que la phase d'expansion était synchrone il y a dix-huit mois, on a vu apparaître entre les secteurs et entre les pays des divergences reflétant l'exposition aux tensions commerciales, la puissance des réponses budgétaires et les incertitudes politiques. Durement frappé par le relèvement des droits de douane et par l'incertitude en découlant quant à l'avenir des relations commerciales, le secteur manufacturier, dans lequel les chaînes de valeur occupent une place prépondérante, devrait rester peu dynamique. La progression de l'investissement des entreprises, qui est aussi étroitement liée aux échanges, devrait marquer le pas et être ramenée à 1 $\frac{3}{4}$ pour cent par an sur la période 2019-20, contre 3 $\frac{1}{2}$ pour cent par an environ en 2017-18. Moins exposé aux soubresauts des échanges, le secteur des services, qui est à l'origine de la majeure partie des créations d'emplois,

continue en revanche de bien résister. Dans le même temps, on observe un ralentissement de la croissance dans la plupart des économies avancées, en particulier dans celles où les échanges et le secteur manufacturier jouent un rôle important, comme en Allemagne et au Japon où, selon les prévisions, la croissance du PIB devrait être inférieure à 1 % cette année. Aux États-Unis en revanche, la dynamique de la croissance a été maintenue grâce au soutien non négligeable de la politique budgétaire, même si celui-ci tend à s'estomper. Des divergences sont également apparues entre les économies de marché émergentes, puisque l'Argentine et le Turquie bataillent pour sortir de la récession tandis que l'Inde et d'autres économies bénéficient de l'assouplissement des conditions financières et, dans certains cas, d'un soutien budgétaire ou quasi-budgétaire.

En outre, l'économie mondiale demeure largement dépendante d'un soutien continu des politiques publiques. Dix ans après la crise financière, sur fond d'inflation modérée, les bilans des banques centrales continuent de s'établir à des niveaux jamais atteints, les taux d'intérêt, à court et à long terme, sont historiquement bas, et la dette publique, sauf dans quelques cas, a beaucoup augmenté. À de rares exceptions près, les économies de marché émergentes ont conservé des

volants de réserves importants. En résumé, les banques centrales ont à peine normalisé l'orientation de leur politique monétaire et leur soutien demeure essentiel.

Globalement, en dépit d'un accompagnement des pouvoirs publics sans précédent au lendemain de la crise financière mondiale, la reprise n'a pas été suffisamment vigoureuse et durable pour se traduire par une hausse des salaires et une amélioration des niveaux de vie. Depuis 2010, le PIB réel par habitant, qui est un indicateur imparfait du niveau de vie, n'a augmenté que de 1.3 % par an au niveau de la médiane de l'OCDE. Bien que le chômage soit à son plus bas niveau depuis près de quarante ans, les salaires réels devraient progresser de moins de 1.5 % par an sur la période 2019-20, soit moins que les 2 % enregistrés pendant les dix années ayant précédé la crise, dans une économie moyenne de l'OCDE. En d'autres termes, l'amélioration des niveaux de vie, dix ans après la crise, a été trop lente pour faire reculer sensiblement les inégalités, lesquelles s'étaient creusées pendant les deux décennies d'avant la crise. Pour le ménage médian par exemple, le rythme de progression du revenu disponible réel a régressé depuis la crise dans les grandes économies avancées, à l'exception des États-Unis.

L'horizon demeure

sombre et de nombreux risques jettent une ombre menaçante sur la croissance de

l'économie mondiale et le bien-être des citoyens.

- Premièrement, les perspectives de croissance déjà moroses sont exposées à un risque d'escalade des tensions commerciales qui pèse tant sur le continent américain que sur l'Asie et l'Europe. Les simulations présentées dans le premier chapitre de ces *Perspectives économiques* montrent qu'un regain de tensions entre les États-Unis et la Chine pourrait éroder de plus de 0.6 % le PIB mondial en l'espace de deux à trois ans.
- Deuxièmement, le secteur manufacturier et celui des services ne sont pas cloisonnés. Si, dans les services, l'activité a gardé son dynamisme, jouant un rôle d'amortisseur, il est peu probable qu'elle reste encore longtemps découplée de celle du secteur manufacturier. Plus d'un tiers des exportations manufacturières brutes est imputable au secteur des services qui est, directement ou indirectement, à l'origine de plus de la moitié des exportations mondiales. De plus, le secteur manufacturier est fondamentalement tributaire de l'investissement, qui non seulement est le moteur de la croissance et de l'emploi d'aujourd'hui, mais en outre détermine la croissance et les niveaux de vie de demain.
- Troisièmement,

la Chine demeure une source de préoccupation, sachant que le déploiement d'instruments de politique monétaire, budgétaire et quasi-budgétaire aura des effets sur l'activité qui sont incertains, mais que ces instruments pourraient en outre continuer d'alimenter la dette des sociétés non financières, laquelle atteint déjà un niveau record. Nous estimons qu'une diminution de 2 points de pourcentage de la croissance de la demande intérieure en Chine, qui se poursuivrait pendant deux ans et se conjuguerait à un regain d'incertitude, pourrait entraîner une baisse du PIB mondial de $1\frac{3}{4}$ pour cent la deuxième année.

- Enfin, la dette du secteur privé s'accroît rapidement dans les grandes économies. L'encours mondial des obligations émises par des sociétés non financières a presque doublé, en termes réels, par comparaison avec 2008, ressortant à près de 13 000 milliards USD, et la qualité de la dette se détériore, notamment en raison d'une hausse de l'encours de prêts à effet de levier. Un nouvel épisode d'instabilité financière pourrait éclater.

À l'avenir, les tensions commerciales auront un impact négatif sur les perspectives, non seulement à court terme, mais également à moyen terme, et nécessiteront une

action urgente des pouvoirs publics pour redonner du souffle à la croissance.

Il y a encore moins de deux ans, l'économie mondiale connaissait une phase d'expansion synchrone, mais les difficultés marquant actuellement les relations commerciales et le système commercial multilatéral fondé sur des règles font à présent sortir la croissance mondiale de ses rails en générant un surcroît d'incertitude qui déprime l'investissement et les échanges. Le processus de mondialisation de l'après-Seconde Guerre mondiale, porté par des accords multilatéraux qui ont permis une ouverture toujours plus grande aux échanges, se voit remis en question.

Dans ce contexte, nous en appelons aux gouvernants pour qu'ils fassent jouer tous les leviers d'action à leur disposition. Tout d'abord, il est impératif, à partir d'un diagnostic commun sur les enjeux commerciaux et en tenant compte de l'interdépendance des économies, avec des chaînes de production qui s'étendent par-delà les frontières, de relancer des discussions multilatérales sur le commerce. Ensuite, dans les pays où la demande est en berne, comme dans ceux de la zone euro par exemple, les pouvoirs publics devraient non pas s'en remettre encore et toujours à la politique monétaire, mais profiter de la faiblesse des taux pour accompagner les réformes structurelles par des mesures de relance budgétaire

dans les pays dont la dette publique est relativement modeste. Une action combinée de ce type peut remédier à l'atonie de la croissance, accroître sa résilience et dopper l'activité à long terme, de manière durable et bénéfique à tous. Les priorités devraient être l'investissement dans les infrastructures, en particulier numériques, les transports et les énergies vertes, l'amélioration des compétences et, plus généralement, la mise en œuvre de politiques en faveur de l'égalité des chances. Ainsi, dans la zone euro, associer des réformes structurelles visant à rehausser la croissance de la productivité de 0.2 point de pourcentage par an pendant cinq ans à des mesures de relance budgétaire sur trois ans, équivalant à 0.5 % de PIB, dans les pays peu endettés pour financer des investissements publics, aurait pour effet non seulement de dynamiser la croissance à court terme, mais aussi de faire progresser le PIB d'environ 1 point à plus long terme.

Des réformes sont également nécessaires pour recueillir les fruits de la transformation numérique et les partager entre tous. Dans le chapitre spécial de cette édition des *Perspectives économiques*, sont analysés les changements induits par cette transformation numérique et les mesures devant être prises pour que celle-ci se traduise par une croissance plus forte et plus inclusive. Les technologies numériques influent sur la manière dont les

entreprises produisent des biens et des services, innovent et interagissent avec d'autres entreprises et avec leurs salariés, les consommateurs et l'administration. Ces technologies offrent un vaste potentiel d'amélioration de la productivité dans les entreprises et, *in fine*, des niveaux de vie, mais ces gains sont, jusqu'à maintenant, décevants. La productivité du travail a considérablement ralenti dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies et seule une poignée d'entreprises « superstars » bénéficie aujourd'hui de la transformation numérique.

La faiblesse des gains de productivité explique la croissance timide des salaires, cependant que les tâches répétitives exécutées par une main-d'œuvre peu ou moyennement qualifiée sont de plus en plus automatisées. Ces évolutions ont de profondes répercussions sur les niveaux de vie et l'inclusivité.

Les pouvoirs publics et les entreprises devront mettre en œuvre toute une série de mesures pour que la transition numérique soit efficiente et inclusive. Mettre à profit cette transition exigera d'opérer des changements dans les pratiques des entreprises, l'organisation du travail et l'éventail des compétences, qui nécessiteront un vaste redéploiement des ressources dans, et entre, les entreprises et les secteurs. Ces changements peuvent prendre du temps et entraîner des coûts

d'ajustement transitoires dont peuvent pâtir les groupes vulnérables. Des réformes s'imposeront donc dans divers domaines : l'éducation, pour améliorer les compétences cognitives des individus ; la formation, pour rehausser le niveau de compétences techniques et managériales ; l'accès des entreprises à des solutions de financement, pour favoriser l'investissement, notamment en fonds propres, dans des actifs incorporels et dans la R-D ; l'évolution de la politique de la concurrence, pour adapter le cadre réglementaire aux changements de modèle économique résultant de la transformation numérique et assurer une affectation efficiente des ressources. Si les pouvoirs publics et les entreprises prennent des mesures pour remédier aux défaillances constatées, l'adoption des technologies numériques et les gains générés par la transformation numérique pourraient bien, en définitive, être à la hauteur de nos espérances.

Les incertitudes relatives aux échanges mondiaux et à l'action publique ayant érodé la confiance des entreprises et des ménages, certains risques qui pesaient sur la croissance mondiale se sont concrétisés au cours de l'année écoulée. La croissance devrait rester en berne sur fond de persistance des tensions commerciales conjuguée à une aggravation des inégalités. Les gouvernements peuvent, et doivent, agir ensemble pour rétablir une croissance qui soit durable et partagée entre tous.

Accédez aux Perspectives Économiques de l'OCDE

Stimuler la croissance en France et s'assurer que les réformes profitent à tous

Category: France, Posts in French, Uncategorized

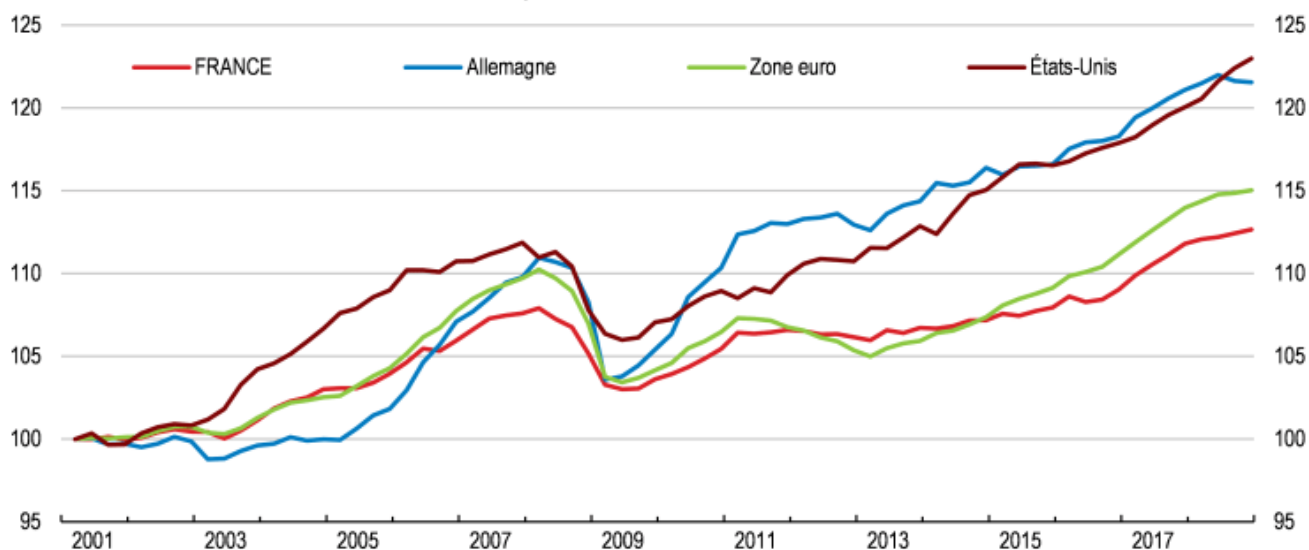
written by oecdecoscope | December 1, 2020

par Antoine Goujard et Pierre Guérin, Bureau de la France, Département Économique de l'OCDE



L'économie française ralentit, mais moins que ses voisins. La France a lancé un programme de réformes significatif, auquel elle doit associer un soin particulier aux inégalités. En effet, le revenu par habitant a progressé moins vite que dans la moyenne de la zone euro (Graphique 1). L'étude économique de l'OCDE : France 2019, lancée le 9 avril 2019 par le Secrétaire général de l'OCDE et le ministre de l'Économie et des Finances, montre qu'il est nécessaire de continuer de stimuler la croissance et de faire en sorte que les gains des réformes atteignent les ménages les plus modestes.

Graphique 1. La croissance du revenu est en retard par rapport à d'autres pays
PIB par habitant¹, 2001-T1=100



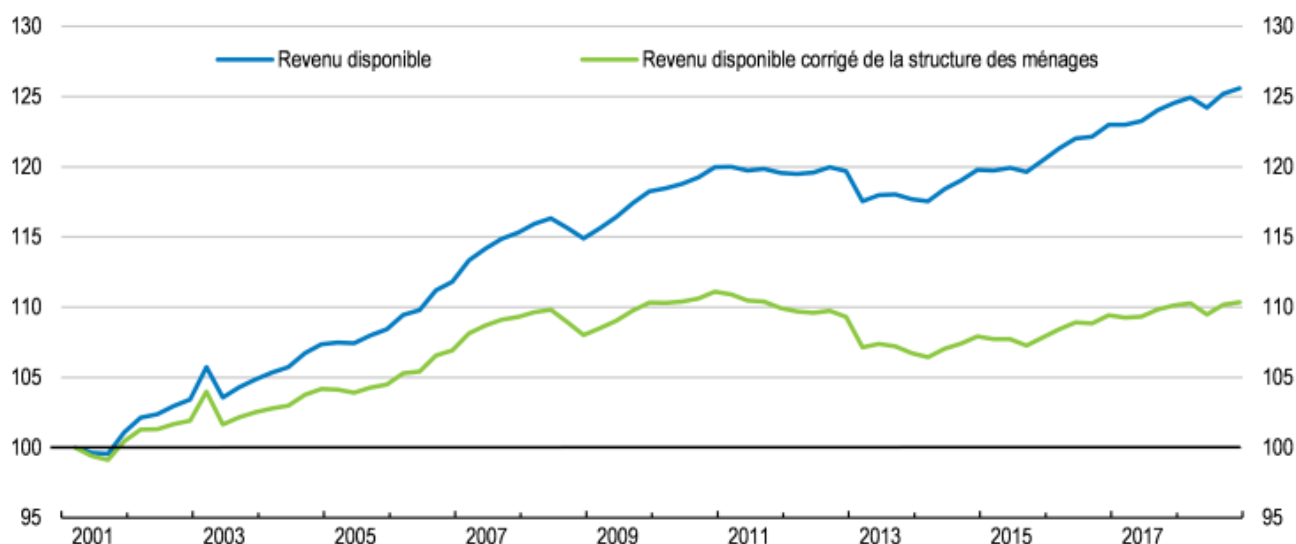
1. En USD-PPA constant de 2010.

Source : OCDE (2019), *Statistiques de l'OCDE des comptes nationaux* (base de données).

Les réformes doivent profiter à tous et améliorer les perspectives des ménages à faibles revenus. Les manifestations des « gilets jaunes » ont montré que les gains des réformes en cours n'étaient pas perçus par une partie de la population. Le revenu réel par habitant corrigé de la structure des ménages est resté inchangé depuis dix ans (Graphique 2). Les taux d'emploi, en particulier chez les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et âgés, sont faibles et la productivité de l'ensemble de l'économie a diminué, comme dans de nombreux autres pays de l'OCDE. De plus, la faible mobilité sociale tend à perpétuer les situations économiques et sociales d'une génération à l'autre, malgré un taux de pauvreté relativement bas après impôts et transferts (Boone et Goujard, 2019).

Figure 2. La croissance du revenu disponible a stagné

Revenu disponible réel des ménages, 2001-T1=100



Source : INSEE (2019), *Pouvoir d'achat et ratios des comptes des ménages*.

Comment atteindre une croissance plus durable et s'assurer qu'elle profite à tous ?

Le programme de réforme du gouvernement est ambitieux. La loi Pacte devrait renforcer le dynamisme de l'économie et la croissance des entreprises. Des réformes importantes du marché du travail, une réduction des prélèvements sur les entreprises et le travail et un plan d'investissement public favorable à l'amélioration de la productivité devraient aussi contribuer à stimuler la croissance et l'emploi à moyen terme. Les revues de dépenses et la réforme des retraites envisagée devraient renforcer l'efficacité des dépenses publiques et donner des marges de manœuvre pour réduire les impôts, tout en préservant l'investissement public. Les estimations de l'OCDE, qui couvrent une grande partie des réformes en cours et reposent sur l'expérience d'autres pays de l'OCDE (Akgun et al., 2017 ; Causa et al., 2016), montrent que si elles étaient pleinement mises en œuvre, ces mesures pourraient augmenter de 3,2 % le PIB par habitant à un horizon de dix ans et profiteraient principalement aux catégories de revenus moyenne et moyenne inférieure à moyen terme (Graphique 3).

À l'avenir, la France devrait capitaliser sur ce programme de réformes et prendre de nouvelles mesures pour augmenter le

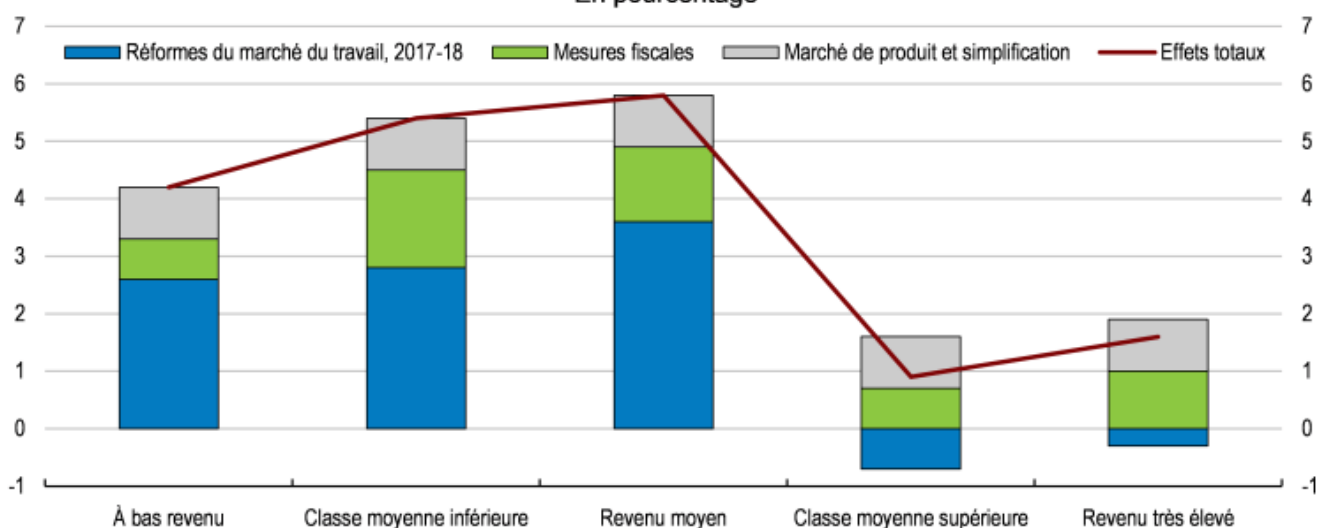
nombre d'emplois et leur qualité, améliorer la mobilité sociale et accroître l'efficacité des dépenses publiques. Des mesures supplémentaires pourraient grandement contribuer à stimuler l'emploi et la productivité et garantir une plus grande égalité des chances. En relevant le taux de croissance annuel moyen, elles aideraient aussi à inscrire la dette publique rapportée au PIB sur une trajectoire résolument descendante. De telles mesures pourraient porter les gains en termes de PIB par habitant à 5 % à un horizon de dix ans. C'est l'une des conclusions des principaux éclairages sur l'action publique de l'étude économique de l'OCDE : France 2019 :

- **L'amélioration du bien-être dépendra du renforcement des compétences et de la plus grande inclusion des travailleurs peu qualifiés dans la population active.** Cela nécessite d'accroître la qualité de l'éducation dès le plus jeune âge et de mettre en œuvre des réformes pour garantir des programmes de formation continue de haute qualité profitant à tous. Une évaluation régulière des programmes de formation professionnelle et d'emploi subventionné améliorera leur qualité. Augmenter les coûts relatifs des contrats courts et réformer le système d'assurance-chômage réduiraient les incitations aux périodes récurrentes d'activité partielle et de chômage qui pèsent sur les perspectives de carrière des travailleurs peu qualifiés et des jeunes.
- **Poursuivre la réduction des obstacles administratifs à l'entrée et des réglementations indûment restrictives augmentera les pressions concurrentielles et garantira des conditions plus favorables aux entreprises jeunes et dynamiques.** Il faut continuer d'avancer sur la simplification administrative pour faciliter l'entrée et la croissance des entreprises. En outre, les réglementations à l'entrée et certains codes de conduite restent stricts dans plusieurs professions réglementées

– tels que les comptables, les notaires et les pharmaciens – ce qui pèsent sur la productivité et l'emploi. Pour veiller à ce que ces réglementations soient dans l'intérêt du public, il serait utile de revoir les réglementations existantes sous l'angle de la concurrence.

- **Une réduction du ratio des dépenses publiques au PIB est nécessaire pour améliorer la situation budgétaire et réduire les taux d'imposition à long terme, en particulier sur le travail.** Les politiques de dépense du gouvernement devraient viser à ce que les investissements et les dépenses sociales soient mieux ciblés pour augmenter l'efficacité de l'administration publique. Simplifier le système fiscal soutiendrait également l'activité économique. Un certain nombre d'impôts à faible rendement affectent les entreprises et devraient être revus afin de simplifier le système fiscal. Les exonérations de TVA et les taux réduits sont considérables et certains d'entre eux bénéficient à trop peu de ménages à faible revenu.

Graphique 3. Simulations des gains à long terme des réformes récentes pour différents groupes de revenus
En pourcentage



Source : Calculs de l'OCDE et De Williencourt, C, Faci, A. et S. Ray (2018), « Quel effet macroéconomique du PACTE ? Premiers éléments de réponse », *Trésor-Eco*, No. 226.

Bibliographie

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : France 2019*, Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/10f0135f-fr>

Boone, L. and A. Goujard (2019), La France, les inégalités et l'ascenseur social. <https://oecdecoscope.blog/2019/02/25/la-france-les-inegalites-et-lascenseur-social/>.

Akgun, O., B. Cournède and J. Fournier (2017), "The effects of the tax mix on inequality and growth", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1447, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/c57eaal4-en>.

Causa, O., M. Hermansen and N. Ruiz (2016), "The Distributional Impact of Structural Reforms", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1342, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jln041nkpwc-en>.

La France, les inégalités et l'ascenseur social

Category: France, Inequality, Posts in French

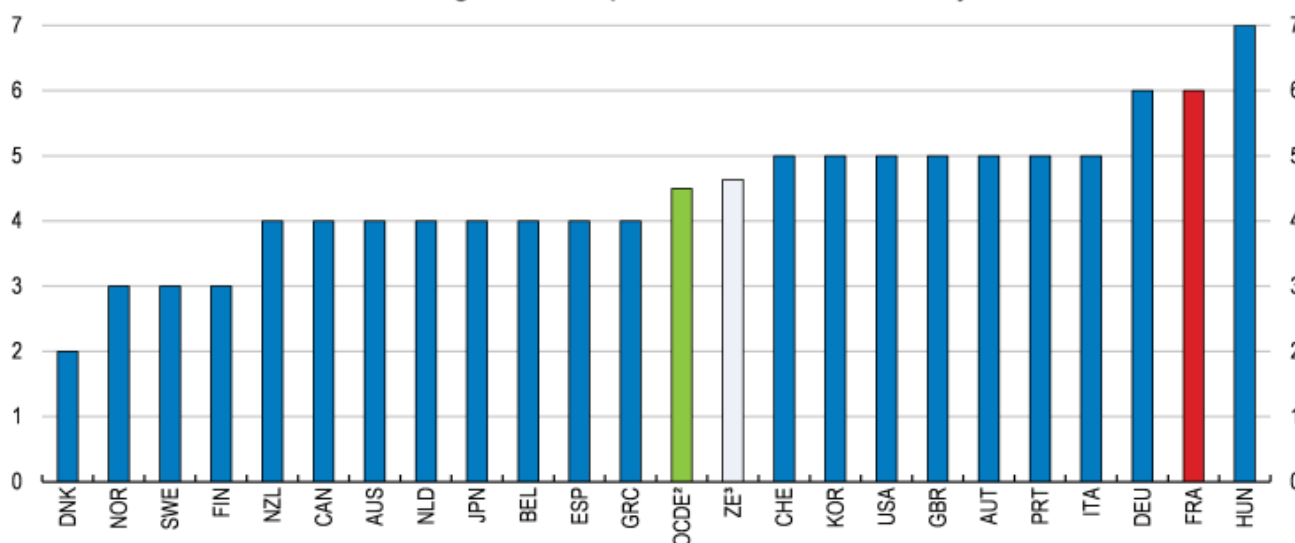
written by oecdecoscope | December 1, 2020

par Laurence Boone, Cheffe économiste de l'OCDE et Antoine Goujard, Bureau France, Département économique de l'OCDE

Les récentes manifestations des gilets jaunes pourraient n'être qu'une variante des fractures territoriales et sociales potentiellement liées à un même phénomène de rejet de la mondialisation qui s'est retrouvé dans plusieurs pays de l'OCDE. C'est probablement en partie le cas, mais les raisons de ce mouvement trouvent aussi leur racine dans une profonde inégalité des chances. Il faut plus de 6 générations en France

à une personne du bas de la distribution des revenus pour en rejoindre la moyenne. Plus de 15% des adolescents de 15 ans ont de faibles compétences numériques et de compréhension, ce qui se traduira probablement par des difficultés d'insertion dans la vie professionnelle. Seule la Hongrie montre plus de déterminisme social dans tous les pays de l'OCDE que la France.

La mobilité intergénérationnelle est faible
Nombre de générations pour atteindre le revenu moyen¹



1. Nombre de générations qu'il faudrait aux descendants d'une famille située dans le décile inférieur pour atteindre le revenu moyen dans la société.

2. Moyenne non pondérée entre pays sur la base des données disponibles (24 pays).

3. États membres de la zone euro qui sont également membres de l'OCDE (17 pays), à l'exclusion du Luxembourg ainsi que de l'ensemble des pays de l'Europe orientale.

Source : OCDE (2018), *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility*, Éditions OCDE, Paris.

Des inégalités des chances qui se reproduisent à travers le système éducatif et les générations

Contrairement à ce qui est souvent affirmé, la France souffre non pas d'une trop faible redistribution, mais d'une inégalité des chances qui perpétue les situations économiques et sociales de génération en génération. Dit autrement, l'ascenseur social est en panne et depuis longtemps. Cette inégalité des chances ne frappe pas que les plus pauvres : elle affecte aussi en partie les classes

moyennes.

Les disparités entre catégories

socio-professionnelles et territoires s'ancrent dès le plus jeune âge. Alors que le système social et les aides

publiques prennent en charge la garde des jeunes enfants de façon importante, chez

le tiers de la population le moins aisé, seuls 30% des enfants intègrent des

modes d'accueil dits « formels », crèches, halte-garderie ou assistantes maternelles, contre près de 60% pour l'ensemble de la population. C'est

en partie une question d'accès : selon la commune ou le quartier où l'on

habite, ces modes de gardes sont plus ou moins développés. Or ils permettent le

développement dès le plus jeune âge des enfants, leur socialisation et leur éveil.

Les désavantages d'un milieu socio-économique moins favorisé se poursuivent à l'école. Les performances des élèves de 15

ans sont mesurées par l'OCDE dans les études PISA. Celles-ci révèlent qu'en France, la part des élèves ayant de faibles

compétences de compréhension des textes et des mathématiques atteint les 15%, soit parmi les plus élevées des pays de l'OCDE. En outre, les mêmes études PISA montrent que

l'influence du milieu social sur les performances scolaires est parmi les plus élevées des pays de l'OCDE, et tout particulièrement en mathématiques, matière qui, comme on le

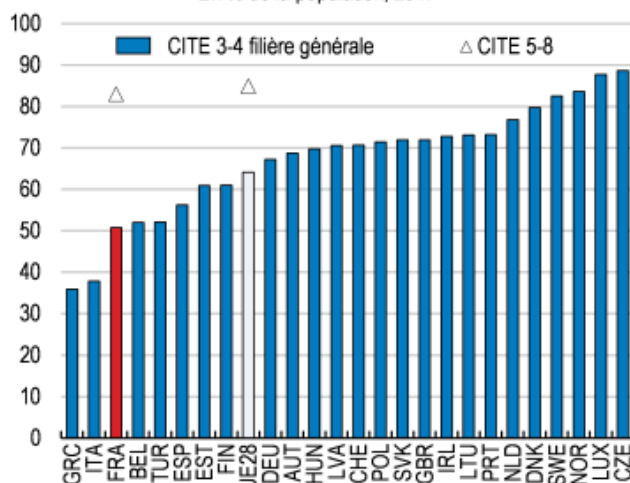
sait, conditionne beaucoup l'accès aux meilleures filières éducatives en France. Là encore, les disparités territoriales jouent un rôle important, avec des difficultés accrues pour

attirer des enseignants expérimentés et des concentrations d'élèves en difficulté dans certaines écoles et zones géographiques.

Le système éducatif perpétue des disparités importantes

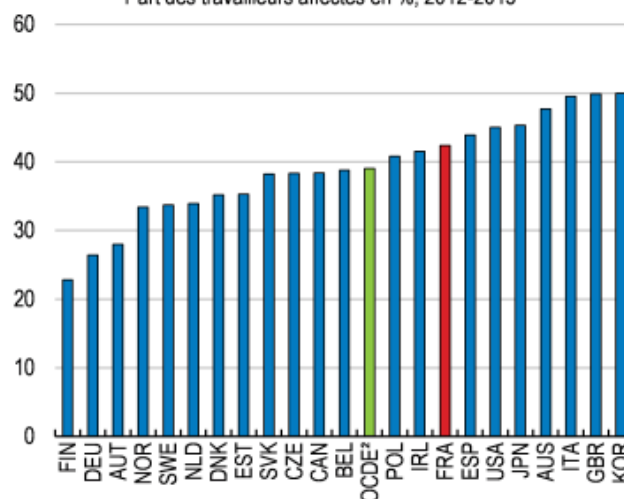
A. Taux d'emploi des sortants du système éducatif¹

En % de la population, 2017



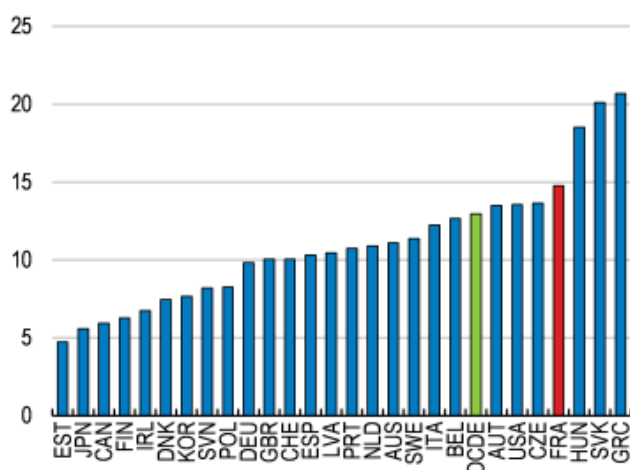
B. Inadéquation des domaines d'études²

Part des travailleurs affectés en %, 2012-2015



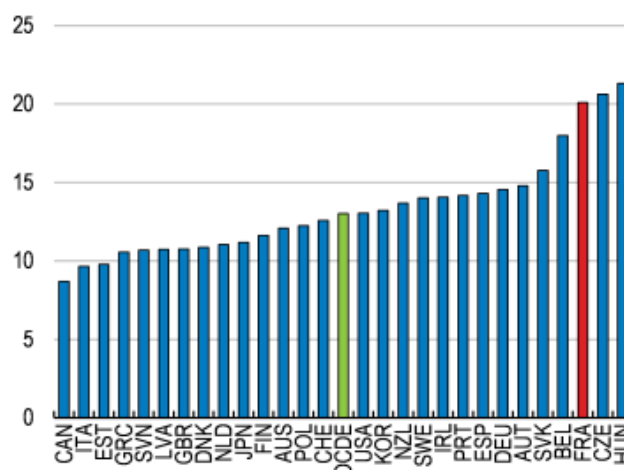
C. Part des élèves ayant de faibles compétences³

En %, 2015



D. Influence du milieu social sur les performances scolaires⁴

En %, 2015⁴



1. Taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 34 ans ayant achevé leurs études avec un diplôme de niveau moyen (niveaux de 3 à 4 de la CITE, filière générale) ou de niveau élevé (niveaux de 5 à 8 de la CITE) avant l'enquête, et qui ne le sont pas actuellement inscrits dans toute autre éducation ou formation formelle ou non formelle.
2. Moyenne simple sur les 22 pays pour lesquels les données sont disponibles.
3. Pourcentage des élèves ayant de faibles résultats dans les trois domaines de PISA (sciences, lecture et mathématiques).
4. Variation des performances des élèves en mathématiques expliquée par le contexte socio-économique, mesurée à l'aide de l'indice PISA de statut économique, social et culturel.

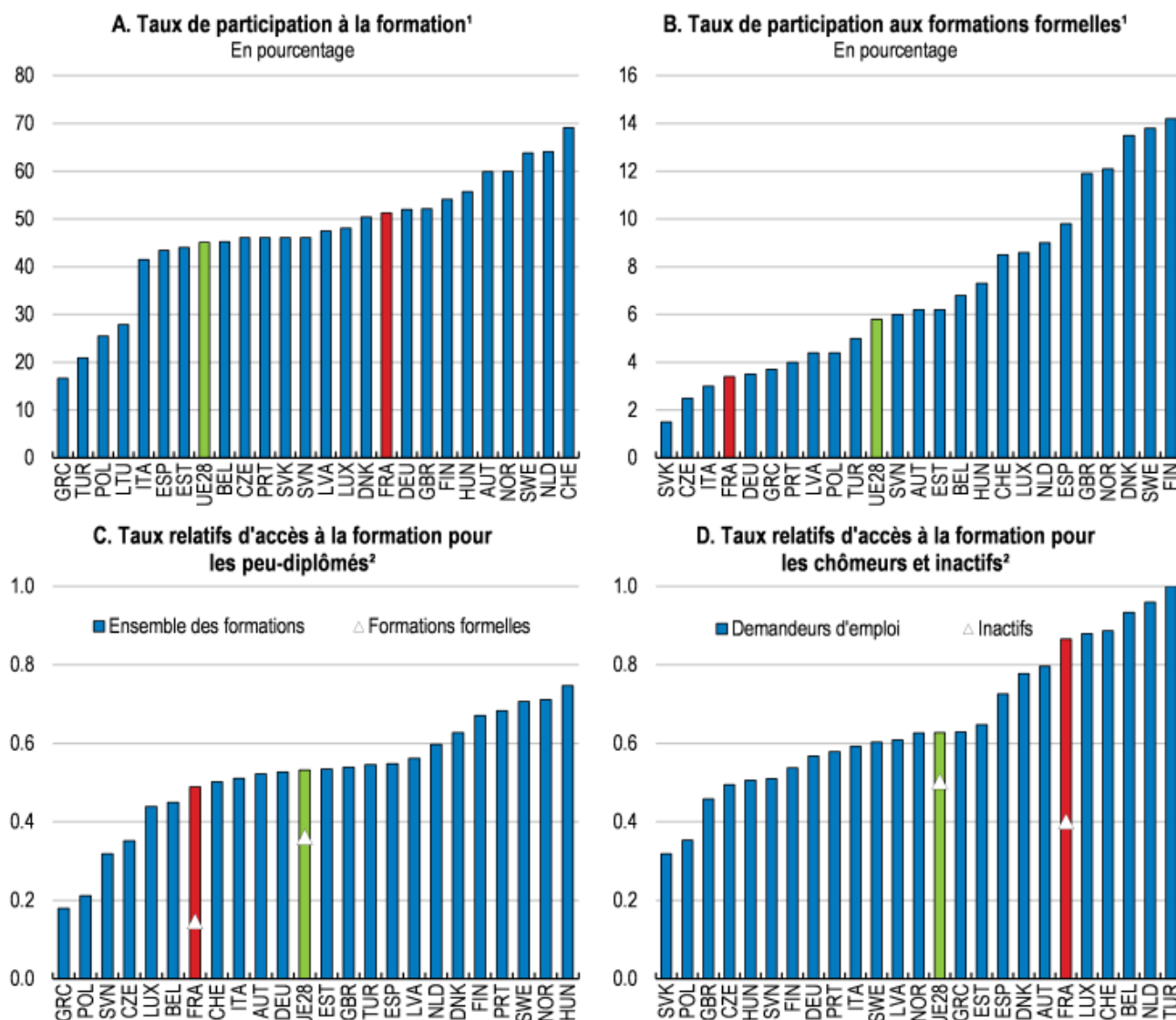
Source : Eurostat (2018), « Statut au regard de l'emploi des jeunes par années depuis l'achèvement du plus haut niveau d'éducation », base de données Eurostat ; OCDE (2013), Base de données des Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 ; OCDE (2016), *Résultats du PISA 2015 (Volume I), L'excellence et l'équité dans l'éducation*, Éditions OCDE, Paris.

Les divergences de niveau d'éducation conditionnent l'accès à l'emploi. Les jeunes sans formation et sans emploi représentent une part plus importante en France que la moyenne de l'Union européenne. Or l'insertion dans le marché du travail est très différente selon le niveau de qualification, avec une prime nettement plus élevée qu'ailleurs aux hauts diplômés. Les sortants du système éducatif avec un diplôme

moyen de la filière générale (du secondaire ou post-secondaire non supérieur) ont un taux d'emploi, de 51%, parmi les plus faibles de l'Union européenne (seules l'Italie et la Grèce font pire). Alors que le taux d'emploi des diplômés du supérieur s'élève à 83%, et se situe dans la moyenne de l'Union Européenne.

Ces divergences d'accès au marché du travail se poursuivent tout au long de la vie, notamment parce que le système de formation professionnelle ne permet pas de remédier à ces inégalités chez les moins qualifiés. La part élevée de jeunes peu qualifiés persiste à travers les générations et la part des adultes faiblement qualifiés est également parmi les plus élevées des pays de l'OCDE : la France se classe au 5^{ème} rang des pays où les compétences des adultes sont les plus faibles mesurées par PIAAC, l'enquête d'évaluation des compétences des adultes de l'OCDE. Ce qui n'est pas corrigé par l'accès à la formation professionnelle. D'abord, les peu diplômés ont 50% moins de chances d'avoir accès à une formation que les autres. Ensuite, le taux de participation aux formations formelles dans l'éventail de formation professionnelle disponible est, là encore, parmi les plus faibles des pays de l'OCDE. Les récentes réformes visent à changer cela mais de gros efforts restent à faire : si des plans ponctuels ont récemment soutenu l'accès des chômeurs à la formation, cela n'a pas été le cas pour les inactifs.

L'accès à la formation professionnelle demeure inégal, 2016



1. Participation des adultes de 25 à 64 ans à l'éducation ou à la formation au cours des douze derniers mois.

2. Rapport des taux de participation à la formation des adultes ayant un niveau de formation au premier cycle de l'enseignement secondaire (respectivement des chômeurs ou inactifs, pour le panneau D) par rapport au taux de participation de l'ensemble des adultes.

Source : Eurostat (2018), "Formation des adultes : Taux de participation à l'éducation et à la formation", base de données Eurostat.

Les écarts de revenus reflètent les disparités

d'accès au travail et la fiscalité. En France, le revenu des 20% les plus pauvres, comme le revenu disponible médian, n'a pas cru de 2008 à 2016. Le système d'allègement de cotisations

sociales a certes permis de réduire de façon significative le coût du travail au

niveau du SMIC mais les cotisations sociales continuent de peser lourdement au

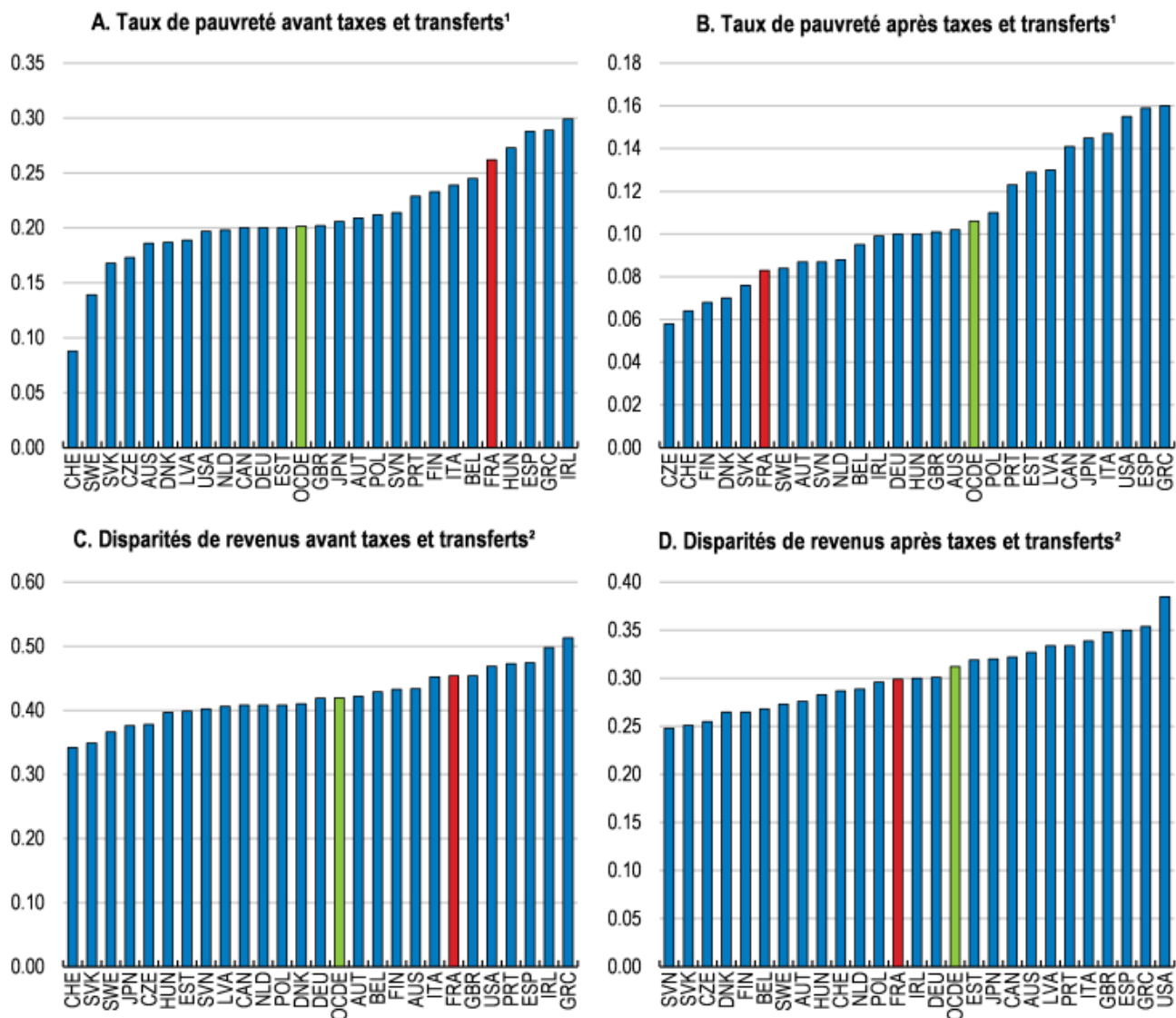
niveau du salaire médian. Les cotisations sociales employeurs en part du

salaires brut sont très faibles au niveau du SMIC à 4% avec les derniers allègements, mais celles portant sur le revenu médian s'élèvent à 36%, un écart unique dans les pays de l'OCDE. Même si cela contribue à soutenir de façon bienvenue l'emploi des peu qualifiés, c'est probablement aussi un frein à l'augmentation des revenus entre salaire minimum et médian, ce qui peut expliquer en partie la faible progression du pouvoir d'achat des travailleurs à bas salaires.

Le système de redistribution corrige des inégalités les plus criantes mais bénéficie peu aux classes moyennes. Le système de redistribution en France est important et corrige bien la pauvreté via d'importants transferts vers les ménages les moins aisés. Néanmoins, avant impôts et transferts, les inégalités des revenus de la population sont élevées par rapport à la moyenne de l'OCDE. Le système d'impôts et transferts, incluant les prestations chômage et retraites, ne ramène les inégalités de la distribution de revenus qu'au niveau de la moyenne de l'OCDE. Cela suggère une moins forte redistribution des transferts nets d'impôts en faveur des classes moyennes.

Les inégalités de revenus sont modérées par les impôts et transferts sociaux

Population de 18 à 65 ans, 2016 ou dernière année disponible



1. Taux de pauvreté au seuil de 50% du revenu médian équivalisé.

2. Coefficient de Gini.

Source : OCDE (2018), Statistiques de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté (base de données).

À ces écarts de distribution de revenus, il faut ajouter des dépenses contraintes de logement importantes. Les dépenses de logement constituent un poste de consommation majeur pour les ménages, et la part du logement dans la consommation des ménages en France est supérieure à la moyenne européenne. À nouveau, ceci est corrigé par un parc de logements sociaux développé et par des aides au logement significatives pour les ménages les moins aisés. Cependant, non seulement tous les ménages les moins aisés n'en bénéficient pas, mais c'est encore moins le cas pour les classes moyennes.

En conclusion, la redistribution par les impôts et transferts

sociaux est un puissant outil de réduction des inégalités de revenu mais les inégalités d'opportunité sont importantes, largement liées au système éducatif. La redistribution soutient le niveau de vie des ménages les plus pauvres, mais ne corrige pas les disparités au sein du milieu de la distribution. Et surtout, elle ne suffit pas à contrer les inégalités des chances liées au milieu socio-économique ni les inégalités territoriales. **L'urgence de redonner la possibilité à chacun de réussir passera d'abord par une réforme du système éducatif, pour assurer que chaque enfant aura la chance de progresser grâce à l'enseignement, la formation, dès le plus jeune âge et tout au long de la vie ; que chaque adulte qui a manqué une marche peut se rattraper.** La prochaine étude de l'OCDE sur la France, qui sera publiée en avril, fera des recommandations en ce sens.

La Croissance est à son pic, la négociation d'un atterrissage en douceur s'annonce délicate

Category: Economic outlook,Euro Area,European Union,Posts in French,Uncategorized

written by oecdecoscope | December 1, 2020

□Laurence Boone, Chef économiste de l'OCDE



L'économie mondiale traverse des zones de turbulences. La croissance du PIB mondial est élevée, mais a probablement atteint son pic. Dans de nombreux pays, le chômage est bien en dessous de ses niveaux d'avant-crise, les tensions sur l'emploi augmentent et l'inflation demeure modérée. Mais les échanges et l'investissement marquent le pas, sur fond de hausse de certains droits de douane. De nombreuses économies émergentes sont confrontées à

des sorties de capitaux et ont vu s'affaiblir leur monnaie. L'économie mondiale paraît prête pour un atterrissage en douceur, avec une croissance du PIB mondial qui devrait passer de 3.7 % en 2018 à 3.5 % en 2019-20. Mais les risques s'accumulent et les gouvernements et banques centrales devront naviguer prudemment pour préserver des rythmes de croissance du PIB certes plus modestes, mais durables.

Négocier un atterrissage en douceur a toujours été délicat, mais l'exercice est particulièrement difficile aujourd'hui. Avec des banques centrales qui réduisent progressivement, et à juste titre, leurs injections de liquidités, les marchés ont commencé à revoir les prix des risques, la volatilité fait son retour, le prix de certains actifs baisse. Les flux de capitaux, qui ont contribué à l'expansion des économies de marché émergentes, s'inversent progressivement. Les tensions commerciales génèrent de l'incertitude et risquent de perturber les chaînes de valeur mondiales et l'investissement, plus spécialement dans les régions aux liens étroits avec les États-Unis et la Chine. Des incertitudes politiques et géopolitiques montent également en Europe et au Moyen-Orient.

Une accumulation de risques pourrait créer les conditions d'un atterrissage plus brutal que prévu. La recrudescence des tensions commerciales pourrait peser sur la croissance des échanges et du PIB, et générer encore plus d'incertitude pour

l'investissement des entreprises. Le durcissement des conditions financières pourrait accélérer les sorties de capitaux en provenance des économies émergentes et faire reculer encore la demande. Un net ralentissement de l'activité en Chine frapperait non seulement les économies émergentes, mais aussi les économies avancées, si ce choc entraînait un repli des cours des actions et une augmentation des primes de risque dans le monde.

Les tensions politiques autres que commerciales augmentent aussi. Au Moyen-Orient et au Venezuela, les difficultés géopolitiques et politiques ont accru la volatilité des cours du pétrole. En Europe, les négociations autour du Brexit suscitent des inquiétudes. Dans certains pays de la zone euro, l'exposition des banques à la dette souveraine pourrait peser sur la croissance du crédit si les primes de risque devaient encore augmenter, ce qui ralentirait la consommation, l'investissement, la croissance et l'emploi.

Dans ce contexte, nous invitons instamment les responsables politiques à rétablir la confiance dans les institutions internationales et dans le dialogue entre tous les pays. Notamment pour apporter une solution coopérative aux discussions sur les échanges commerciaux. L'adoption de mesures concrètes au niveau du G20 serait aussi un signal positif, démontrant que les pays peuvent agir de manière coordonnée et concertée si la croissance devait ralentir plus nettement que prévu.

La coopération est d'autant plus nécessaire que les marges de manœuvre de politique économique sont limitées. Dans certains pays, les taux sont très bas et la politique monétaire est encore très accommodante, alors que les ratios dette privée/PIB et dette publique/PIB se situent à des niveaux historiquement élevés. Le soutien budgétaire diminue, à juste titre, mais si la croissance devait ralentir plus brutalement, les pouvoirs publics devraient profiter de la faiblesse des taux d'intérêt pour s'engager dans une relance budgétaire

coordonnée. Dans cette édition des *Perspectives économiques*, nous présentons des simulations qui montrent qu'une relance budgétaire coordonnée *au niveau mondial* serait un moyen efficace de réagir rapidement à un ralentissement plus marqué que prévu.

La fragilité de l'environnement rend d'autant plus important l'achèvement de l'Union monétaire européenne, comme suggéré dans la dernière *Étude économique de la zone euro* réalisée par l'OCDE. Il est urgent que l'Europe mène à son terme l'union bancaire. L'absence de progrès dans ce domaine n'incite pas les banques à réduire la part, toujours importante, d'obligations souveraines domestiques dans leur bilan, ce qui nourrit la perception du risque de redénomination. Progresser sur la mise en œuvre d'une capacité budgétaire commune aiderait aussi à accroître la confiance dans l'aptitude de la zone euro à réagir aux chocs, et à inscrire la croissance dans la durée.

Enfin, la reprise mondiale depuis la crise financière n'a pas produit d'améliorations tangibles du niveau de vie pour un grand nombre de citoyens. Si la pauvreté absolue a fortement reculé dans un certain nombre d'économies émergentes, la crise a montré que les écarts de bien-être entre la partie de la population mobile et hautement qualifiée et la part, plus nombreuse, de personnes moins mobiles et souvent moins qualifiées, se sont creusés depuis plusieurs décennies dans de nombreuses économies avancées. Les écarts de revenu se perpétuent d'une génération à l'autre : trop souvent les perspectives d'avenir de chaque individu dépendent de l'endroit où il est né, où il a été scolarisé et où il a commencé à rechercher un emploi. Ces inégalités, l'absence de mobilité intergénérationnelle, menacent la croissance et alimentent le rejet de la mondialisation, qui a pourtant été vecteur de prospérité de nombreuses régions du monde.

Le ralentissement des gains de productivité dans de nombreuses économies bride la hausse des salaires réels mais même dans

les entreprises très productives, la progression des salaires a été modeste. L'innovation technologique, qui tire vers le bas le prix relatif des investissements, renforce le pouvoir de marché des entreprises très productives. En même temps, la baisse du prix relatif des investissements peut entraîner une substitution du capital au travail, en particulier pour les emplois faiblement qualifiés et répétitifs, pour toutes les entreprises. Avec la diffusion du numérique, le fossé entre les emplois hautement qualifiés peu répétitifs et les emplois faiblement qualifiés répétitifs se creuse. Conjuguées à une redistribution moins poussée, ces tendances risquent d'aggraver les inégalités.

Les pouvoirs publics peuvent faire davantage pour favoriser l'augmentation de la productivité et des salaires. Renforcer la concurrence sur les marchés des produits permettrait de favoriser la croissance de nouvelles entreprises, d'encourager une diffusion plus large des nouvelles technologies, et de contribuer ainsi à une hausse des gains de productivité, mais aussi de mieux répercuter les gains de productivité sur les salaires. Renforcer les compétences est également essentiel parce qu'une main-d'œuvre qualifiée est moins facile à remplacer par de nouvelles technologies. Des politiques actives du marché du travail et des politiques de formation axées sur les compétences sont aussi clés pour aider ceux qui courent le risque d'être exclus du marché du travail.

Certaines décisions des pouvoirs publics renforcent les vents contraires qui soufflent sur nos économies. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de meilleures politiques, qui reposent sur la coopération, la confiance et l'ouverture, pour pouvoir créer des emplois, pérenniser la croissance et relever les niveaux de vie.

Éditorial extrait des Perspectives Économique de l'OCDE,
Novembre 2018

References

OECD (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE*, OECD Publishing, Paris.